



#OpinionsWars

La CIA - Un outil secret pour façonner l'opinion publique

Série de 3 articles du New-York Times, originellement OCRisé de plusieurs scans des articles a partir du journal imprimé.

Les efforts déployés par la CIA depuis 30 ans pour faire évoluer les opinions du monde

New York Time - 25 Décembre 1977

Article librement disponible en anglais :

<https://www.nytimes.com/1977/12/25/archives/the-cias-3decade-effort-to-mold-the-worlds-views-agency-network.html>

Le réseau d'agences utilisant des organes de presse, des livres et d'autres méthodes sont détaillées

L'article suivant a été écrit par John M. Crewdson et est basé sur ses propres reportages et de Joseph B. Treaster.

Pendant la majeure partie de ses trois décennies d'existence, la CIA s'est engagée dans un effort incessant, bien que largement méconnu, pour façonner l'opinion étrangère en faveur de la politique étrangère américaine.

Bien que jusqu'à récemment, la CIA comptait un certain nombre de journalistes américains parmi ses agents rémunérés, à quelques exceptions notables près, ils ne semblent pas avoir fait partie de sa vaste campagne de propagande.

Au lieu de cela, l'agence a canalisé l'information et la désinformation à travers un réseau autrefois substantiel de journaux, d'agences de presse et d'autres entités de communication, la plupart basées à l'étranger, qu'elle possédait, subventionnait ou influençait d'une manière ou d'une autre au fil des ans.

La propagande de la CIA semble avoir contribué au moins à une certaine distorsion de l'actualité aux États-Unis comme à l'étranger, bien que la quantité et la nature de la désinformation recueillie par la presse américaine à l'étranger soient impossibles à déterminer.

L'attention récente accordée à l'implication de la CIA dans la presse s'est concentrée sur des rapports selon lesquels l'agence a employé des journalistes américains comme agents et en a compté d'autres comme sources d'information ou « actifs » utiles à ses opérations.

Les allégations récurrentes ont conduit la commission spéciale de la Chambre du renseignement à programmer des audiences sur la question, à partir de mardi, et ont incité le New York Times à enquêter sur les relations de la CIA avec les organisations de presse américaines.

Bien que l'enquête de trois mois menée par une équipe de journalistes et de

chercheurs du Times ait montré que la CIA employait relativement peu de journalistes américains parmi les centaines qui travaillaient à l'étranger au cours des trente dernières années, elle a permis de dégager une image générale d'une agence qui s'efforçait de façonner l'information et les opinions par le biais d'un vaste réseau d'organisations de presse qu'elle contrôlait à un degré plus ou moins grand.

La CIA a refusé toutes les demandes de détails sur ses relations secrètes avec les journalistes américains et étrangers et les organisations de collecte d'informations qui les employaient, même si la plupart d'entre elles ont été interrompues.

Un responsable de la CIA, expliquant que ces relations avaient été conclues avec des promesses de « confidentialité éternelle », a déclaré que l'agence continuerait de refuser d'en parler « à perpétuité ».

Mais lors d'entretiens avec des dizaines d'agents de renseignement, de journalistes et d'autres personnes, actuels et anciens, la portée et la substance de ces relations sont devenues plus claires. Parmi les principales caractéristiques qui sont apparues, on trouve les suivantes :

La CIA a possédé ou subventionné à diverses époques plus de 50 journaux, agences de presse, stations de radio, périodiques et autres entités de communication, parfois aux États-Unis mais surtout à l'étranger, qui ont servi de vecteurs à ses efforts de propagande, de « couverture » pour ses agents ou ses partenaires. Une douzaine d'autres organisations de presse basées à l'étranger, bien que non financées par la CIA, ont été infiltrées par des agents payés par la CIA.

Une douzaine de maisons d'édition américaines, dont certaines des plus grandes enseignes du secteur, ont imprimé au moins une vingtaine des plus de 250 livres en anglais financés ou produits par la CIA depuis le début des années 1950, dans de nombreux cas sans être au courant de l'implication de l'agence.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus de 30, voire 100 journalistes américains employés par une vingtaine d'agences de presse américaines ont travaillé comme agents de renseignement salariés tout en accomplissant leurs tâches de reportage. Quelques autres ont été employés par l'armée américaine et, selon des sources du renseignement, par certains services étrangers, dont le KGB, l'agence de renseignement soviétique.

Au cours des années, au moins 18 reporters américains ont refusé des offres de la CIA, parfois lucratives, pour entreprendre des missions clandestines de renseignement.

Une douzaine d'employés de journaux, d'agences de presse et de magazines d'information américains, bien que jamais rémunérés, étaient considérés par l'agence comme des sources précieuses d'information ou d'assistance.

Au cours des 30 dernières années, au moins une douzaine d'agents de la CIA à plein temps ont travaillé à l'étranger comme reporters ou employés non éditoriaux d'agences de presse américaines, dans certains cas avec l'approbation des organisations dont ils portaient les titres.

Selon plusieurs anciens responsables de la CIA, la vaste campagne de propagande de l'agence a été menée avec la conscience que les fausses nouvelles qu'elle diffusait pourraient être considérées comme authentiques par les médias américains, ce qui était parfois le cas.

La charte législative de l'agence a été interprétée comme interdisant la propagande des Américains, mais elle ne dit rien sur la légitimité de l'effet national, involontaire ou intentionnel, de la propagande diffusée à l'étranger.

Lyman B. Kirkpatrick, qui a été pendant de nombreuses années l'inspecteur général de la CIA, a déclaré qu'il ne se souvenait pas qu'un employé de l'agence

ait jamais soulevé des questions sur l'éthique ou la légalité de ses efforts en matière de communication de masse.

Lawrence KR. Houston, son avocat général à la retraite, a déclaré qu'il avait toujours cru comprendre que la loi interdisait à la CIA d'employer des journalistes américains, bien qu'il ait affirmé que personne ne l'avait jamais consulté à ce sujet.

Les efforts de la CIA pour façonner l'opinion étrangère vont de la falsification de documents historiques, comme elle l'a fait avec la dénonciation de Staline par le regretté Nikita S. Khrouchtchev en 1956, à l'embellissement et à la déformation de récits pourtant factuels, comme la fourniture de citations détaillées d'un transfuge russe, jusqu'à la fabrication pure et simple, comme avec un rapport selon lequel des troupes chinoises étaient envoyées pour aider les communistes vietnamiens.

Selon d'anciens responsables de la CIA, l'agence dispose depuis longtemps d'un « réseau d'alerte précoce » au sein du gouvernement américain qui conseille aux diplomates et autres responsables clés d'ignorer les informations diffusées par l'agence à l'étranger. Le réseau, ont-ils déclaré, a bien fonctionné, avec seulement quelques échecs occasionnels.

Mais il n'existe aucun mécanisme de ce type pour alerter les journaux, les magazines et les stations de radio de ce pays quant aux dépêches étrangères qui parviennent par télétype et qui sont déformées ou, dans quelques cas, complètement fausses. Il n'existe, disent les anciens responsables, aucun moyen pratique de faire savoir aux Américains que certaines des histoires qu'ils lisent en prenant leur café le matin ont été écrites non pas par un correspondant étranger mais par un agent de la CIA dans un coin d'une ambassade américaine.

La « rediffusion » nationale des articles était considérée comme inévitable

La CIA accepte comme une conséquence inévitable de ses batailles de propagande le fait que certaines des informations qui parviennent aux lecteurs et téléspectateurs américains sont entachées de ce que les Russes appellent la « désinformation ». L'agence a même inventé des termes pour décrire le phénomène : retour de flamme, ou rediffusion, ou retombées nationales.

« Ce qui est particulièrement dangereux » dans les fausses informations, a déclaré récemment un ancien haut responsable de l'agence, « c'est le risque de retour de flamme. Il est réel et nous le reconnaissons. »

Une directive de la CIA de 1967 stipulait simplement que « les retombées aux États-Unis d'une publication étrangère que nous soutenons sont inévitables et par conséquent autorisées. » Ou comme l'a dit succinctement un ancien agent de la CIA : « Cela frappe là où ça frappe. »

Le média favori de l'agence pour lancer ce qu'elle appelle la propagande « noire », ou non attribuée, a toujours été les médias basés à l'étranger dans lesquels elle avait des intérêts financiers secrets, ou les reporters et rédacteurs en chef à l'étranger qui comptaient parmi ses agents payés. À une époque, selon des sources de l'agence, il y avait jusqu'à 800 « agents de propagande », principalement des journalistes étrangers. Interrogé lors d'une interview l'année dernière (*1976) pour savoir si la CIA n'avait jamais dit à ces agents ce qu'ils devaient écrire, William E. Colilby, l'ancien directeur de la CIA, a répondu : « Oh, bien sûr, tout le temps. »

Le plus souvent, d'anciens responsables ont déclaré que la propagande de la CIA consistait en des récits factuels que l'agence estimait ne pas être largement

diffusés, ou en des récits essentiellement exacts avec quelques déformations ou embellissements. Mais un ancien responsable faisant autorité a déclaré qu'« il y avait aussi des fabrications pures et simples ».

Il semble que la CIA ait considéré les citoyens des pays étrangers comme ses principales cibles dans ses efforts pour façonner l'opinion. Comme l'a dit un ancien agent de la CIA qui avait mené sa part d'opérations de propagande : « Je ne voulais pas de Walter Lippmann. Je voulais le Walter Lippmann philippin. »

Certains anciens employés de l'agence ont cependant déclaré dans des interviews qu'ils pensaient qu'en dehors des répercussions involontaires, certains efforts de propagande de la CIA, notamment pendant la guerre du Vietnam, avaient été menés dans l'optique de leur impact éventuel aux États-Unis.

Et bien que presque tous les journalistes américains employés par la CIA au cours des années passées semblent avoir été utilisés pour la collecte de renseignements ou pour soutenir des opérations de collecte d'informations existantes, quelques cas sont apparus dans lesquels ces agents sont devenus, consciemment ou non, des canaux de désinformation pour le public américain.

Un responsable de l'agence a déclaré que la CIA Dans le passé, l'Associated Press et United Press International avaient fait appel à des agents payés par les bureaux étrangers de l'Associated Press et de l'United Press International pour faire passer sur les fils d'actualité des dépêches préparées par l'agence. Dans certains cas, comme dans le bureau de l'Associated Press à Singapour au début des années 1950, les agents étaient des autochtones connus sous le nom de « recrutements locaux ». Mais dans d'autres cas, il s'agissait d'Américains.

Bien que l'AP et l'U.P.I soient deux des organisations de collecte d'informations les plus importantes au monde, l'A.P. estime que ses dépêches à elles seules atteignent la moitié de la population mondiale sous une forme ou une autre, elles ne bénéficiaient d'aucune attention particulière de la part de la CIA.

« Nous ne dirons pas à l'U.P.I ou au siège de l'A.P. aux États-Unis quand quelque chose est implanté à l'étranger », a déclaré un responsable de la CIA, qui a concédé que, par conséquent, de telles histoires étaient susceptibles d'être transmises sur les fils d'actualité nationaux de ces agences, « si elles étaient bonnes ».

L'UPI a déclaré qu'elle était convaincue qu'aucun de ses employés actuels n'était impliqué de quelque façon que ce soit avec la CIA, mais qu'elle était incapable de dire ce qui aurait pu se passer dans le passé. Un responsable de l'AP a déclaré que son organisation avait enquêté sur des rapports similaires dans le passé et avait conclu « qu'aucun de ses employés n'était impliqué dans les activités de la CIA ».

Une histoire suffisamment bonne pour être largement diffusée, ont déclaré d'anciens responsables, était un rapport du début des années 1950 fabriqué par la CIA et diffusé par un agent de l'une des principales agences de presse américaines, selon lequel des troupes chinoises étaient à bord de navires en route pour le Vietnam pour aider les communistes dans leur bataille contre les Français.

Bien que de tels exemples de propagande implantée directement dans les médias américains soient relativement rares, un autre ancien responsable de la CIA a affirmé que tout au long des années 1950 et 1960, lorsque le réseau de propagande de l'agence était à son apogée, il était « courant que des choses paraissent dans la presse américaine qui avaient été reprises » dans des publications étrangères, certaines mais pas toutes propriétaires », dans lesquelles la CIA avait placé leur propagande.

Parfois, les éditeurs et rédacteurs étrangers ignoraient l'origine de ces histoires, mais le plus souvent, c'était ce que la CIA appelait « au courant ».

L'agence préférait, a déclaré un responsable, donner sa propagande « à quelqu'un qui sait de quoi il s'agit ». Lorsque ce n'était pas possible, a-t-il dit, « on la donnait à n'importe qui ».

La propagande a été implantée de multiples façons

La propagande a pris de nombreuses formes et a fait surface dans de nombreux forums. Elle allait, selon des responsables, de choses anodines, comme des lettres à l'éditeur dans de grands journaux américains qui n'identifiaient pas l'auteur comme un employé de l'agence, à des éléments beaucoup plus importants, comme des reportages sur des essais nucléaires soviétiques qui n'ont jamais eu lieu.

De telles histoires ont été diffusées de diverses manières, en plus de l'utilisation des « actifs » médiatiques. Selon d'anciens responsables, l'un des centres d'intérêt communs de l'activité de propagande était les clubs de presse qui existent dans presque toutes les capitales étrangères et qui servent de boîtes aux lettres, de centres de messages, d'hôtels et de restaurants pour les correspondants locaux et ceux qui ne font que passer.

Jusqu'à il y a quelques années, a déclaré un ancien responsable, le directeur du centre de presse de Mexico était un agent de la CIA, tout comme le directeur du club de presse local de Manille.

« Il a utilisé son travail avec beaucoup de succès », a rappelé un homme de la CIA qui a passé de nombreuses années aux Philippines, « certains types sont paresseux. Ils étaient assis au bar, ils leur glissaient des trucs et ils téléphonaient. »

Avec des correspondants plus diligents, continua l'homme, « il s'agissait de rendre les choses disponibles s'ils voulaient les utiliser. Ma mission était d'amener les gens du coin à écrire des éditoriaux. Ce ne serait pas du matériel qui sortirait de l'ambassade, ce ne serait pas un document de l'U.S.I.A. (United States Information Agency), ce serait celui d'un commentateur local réfléchi et cela aurait, je l'espère, plus de poids. »

L'USIA, l'agence d'information des États-Unis, une branche du Département d'État, a la responsabilité officielle de diffuser le message américain à l'étranger. Selon plusieurs anciens responsables de la CIA, l'U.S.I.A. était au courant, bien que parfois seulement vaguement, de la propagande de l'agence.

« L'un des problèmes qui n'a jamais vraiment été réglé journalistiquement », se souvient un ancien de la CIA, « était la relation entre l'U.S.I.A. et les activités médiatiques de la CIA. Ils savaient, mais ils n'avaient ni la force ni les fonds pour faire quoi que ce soit à ce sujet. »

Du point de vue de la CIA, sa propre propagande « noire » était bien plus efficace que la version « blanche » ou attribuée et diffusée par l'USIA à quiconque voulait l'écouter.

En Argentine, par exemple, alors que l'USIA mettait ouvertement des films à la disposition des groupes intéressés par les différentes facettes de la vie aux États-Unis, les agents clandestins de la CIA se servaient des reportages d'actualités sur les événements mondiaux diffusés dans les cinémas locaux.

L'objectif de cette opération particulière, se souvient un homme de la CIA, était de « faire passer le point de vue américain sur Castro dans l'hémisphère. Les Argentins ne pensaient pas que Castro représentait une menace, ils étaient si loin. Nous filmions donc l'événement et nous inventions ensuite un commentaire. »

L'une des campagnes de propagande les plus ambitieuses de la CIA eut lieu en

juin 1956, quelques mois après que M. Khrouchtchev, alors dirigeant soviétique, eut prononcé un discours « secret » de cinq heures lors de la séance de clôture du XXe Congrès du Parti communiste à Moscou, dont tous les délégués étrangers avaient été exclus.

Lorsque la nouvelle s'est répandue à l'Ouest que M. Khrouchtchev avait rompu de manière stupéfiante avec Staline, son prédécesseur, qu'il décrivait comme un despote sauvage et à moitié fou, le mot s'est répandu au sein de la CIA qu'il fallait à tout prix se procurer une copie du texte.

Le texte modifié a été remis aux médias de la CIA à l'étranger

Fin mai, le personnel de contre-espionnage de l'agence avait réussi à obtenir un texte en Pologne. Quelques jours plus tard, il était communiqué aux médias américains par l'intermédiaire du Département d'État, et la CIA a depuis cité l'obtention de ce « discours secret » comme l'un de ses plus grands triomphes en matière de renseignement.

Ce qu'elle n'a pas dit à ce sujet, cependant, c'est que le texte qu'elle a obtenu était une version expurgée, préparée pour être remise aux nations d'Europe de l'Est, dont 34 paragraphes de documents concernant la future politique étrangère soviétique avaient été supprimés.

Bien que le texte mis à la disposition des journaux américains soit la véritable version expurgée, un autre texte, contenant précisément 34 paragraphes de documents sur la future politique étrangère, a été diffusé par la CIA sur plusieurs autres canaux à travers le monde, y compris l'agence de presse italienne ANSA.

Les 34 paragraphes de la version étrangère, ont déclaré d'anciens responsables, n'ont pas été rédigés par les rédacteurs de discours de M. Khrouchtchev, mais par des experts en contre-espionnage du siège de la CIA en Virginie. Cette tentative de provoquer la consternation à Moscou aurait été un brillant succès.

L'un des dilemmes posés par l'utilisation par la CIA de ses médias à l'étranger, en particulier ceux publiés ou diffusés en anglais, était qu'ils étaient susceptibles d'être surveillés de près par des correspondants américains ne maîtrisant pas la langue locale et de devenir ainsi des sources principales de « rediffusion » potentielle aux États-Unis.

D'anciens responsables de l'agence ont déclaré que les médias en anglais étaient utilisés en toute impunité en vertu de la charte de la CIA, au motif que la cible de la propagande n'était pas les correspondants américains ou les touristes voyageant à l'étranger mais les étrangers anglophones, un raisonnement qui, selon un ancien membre de l'agence, « m'a toujours semblé absurde ».

L'agence a favorisé la diffusion d'histoires dans d'autres pays

Dans les pays étrangers, l'agence a fait tout ce qu'elle pouvait pour favoriser la « rediffusion ». En Amérique latine, par exemple, de peur que ses efforts de désinformation ne soient oubliés dès leur parution, l'agence a lancé une opération, connue sous le nom de KM FORGET, dans laquelle les informations diffusées dans un pays étaient coupées et envoyées par courrier à d'autres pour être insérées par les médias locaux. De tels efforts augmentaient la probabilité que les informations soient vues par un correspondant américain et transmises dans leur pays.

Bien que l'agence ait insisté sur le fait que les retombées nationales n'étaient pas souhaitées mais inévitables, il existe des preuves que cela a pu être bienvenu dans certains cas.

L'une des campagnes de propagande les plus importantes de la CIA au cours de la dernière décennie a été celle qu'elle a menée contre le président chilien Salvador Allende Gossens, un marxiste, dans les années précédant son élection en 1970 et jusqu'à son renversement et sa mort en 1973.

Selon le rapport de la commission sénatoriale du renseignement, des millions de dollars ont été dépensés par la C.I.A.

Une évaluation de la propagande de la CIA obtenue par le comité, préparée peu après l'élection de M. Allende en septembre 1970, a fait état d'une « rediffusion continue de documents sur le Chili » dans un certain nombre de capitales latino-américaines, avec des reprises par des journaux américains.

« Des articles ont également été publiés dans le New York Times et le Washington Post », poursuit le résumé. « Les activités de propagande continuent de générer une bonne couverture des développements au Chili selon notre orientation thématique. »

Lors d'entretiens, un certain nombre d'anciens agents de la CIA ont parlé de ce qu'ils ont dit être, à leurs yeux, des tentatives évidentes de propagande auprès du public américain indirectement par le biais de « rediffusions » de la presse étrangère.

Un responsable de l'agence s'est souvenu de la lourde campagne de propagande menée par la CIA pendant la guerre du Vietnam, menée selon le principe que « tout ce qui s'est passé de mal au Vietnam devait être la faute de l'ennemi. »

Un ancien agent de la CIA Un responsable a rappelé qu'au moment de l'« incursion » des forces américaines au Cambodge au printemps 1970, la station de Hong Kong « avait reçu un télégramme du quartier général nous demandant de faire en sorte que tous nos moyens présentent cette situation sous un jour aussi favorable que possible ».

La plupart des Chinois de la région, a-t-il déclaré, étaient mécontents de la présence militaire américaine en Asie du Sud-Est et n'étaient que plus enflammés par la description favorable des motifs de l'invasion américaine et de son succès. Mais il a noté que les journaux dans lesquels ces histoires étaient publiées étaient lus par un certain nombre de correspondants américains influents.

Certains journalistes américains ont reçu des informations trompeuses

L'une des raisons pour lesquelles la CIA a largement recours à des « actifs » étrangers dans ses efforts de propagande noire, a déclaré un autre ancien responsable, était que la plupart des journalistes américains, même ceux qui étaient payés par l'agence, étaient trop scrupuleux pour « accepter des informations qu'ils savaient être fausses ».

Mais d'autres sources ont cité des occasions où des journalistes américains ont accepté des informations trompeuses de la CIA en pensant qu'elles étaient légitimes.

En règle générale, a déclaré un ancien membre de la CIA, ces histoires étaient fondamentalement exactes, bien qu'avec des « embellissements » fournis à des fins opérationnelles. Il s'est souvenu d'un de ces rapports, une dépêche adressée au Christian Science Monitor depuis Rangoon il y a près de 20 ans, qui, selon lui, « était vraiment maquillée ».

L'article d'Arnold Beichman, correspondant spécial du Monitor, relate l'histoire d'un jeune Russe du nom d'Aleksandr Kaznachev, qui, quelques mois plus tôt,

s'était rendu à l'ambassade américaine de Rangoon et avait demandé l'asile. Interrogé sur la nature de cet enjolivement, l'ancien agent de la CIA a répondu : « Les transfuges ne parlent généralement pas très bien anglais. »

Le récit de M. Beichman contenait de nombreuses citations de M. Kaznachev, dont certaines remarquablement bien formulées, sur la « haine » envers le système soviétique qui l'avait chassé de son pays.

Selon l'article, les citations étaient tirées d'un enregistrement que M. Kaznachev avait fait. Mais M. Beichman a déclaré lors d'une récente interview téléphonique qu'il ne pouvait pas savoir où il avait obtenu l'information citée. « Je ne peux pas dire si j'ai entendu un enregistrement ou vu une transcription », a-t-il déclaré. « Je ne sais pas comment vérifier cela. »

M. Beichman a déclaré qu'il n'avait jamais rencontré M. Kaznachev, mais qu'il avait « reconstitué l'histoire auprès des responsables de l'ambassade américaine ». « Pour autant que je sache », a-t-il concédé, « il se peut qu'il n'ait jamais mis les pieds à l'ambassade. Il se pourrait qu'il s'agisse d'une fraude ».

Il y a eu d'autres cas au cours des cinq dernières années où des agences de presse américaines ont été dupées par la CIA. Un ancien responsable de l'agence se souvient par exemple d'une émeute lors d'une foire commerciale soviétique en Extrême-Orient qui, selon lui, avait été orchestrée par la CIA.

L'agence, a-t-il dit, a ensuite fait paraître un article dans un grand magazine américain qui citait cette « émeute » comme preuve du mécontentement envers les Russes dans cette partie du monde.

Certains correspondants ont également été prompts à reconnaître qu'ils avaient été dupés à plusieurs reprises par la CIA.

Un journaliste, spécialiste de l'Amérique latine, s'est souvenu qu'il avait rencontré quelques années auparavant un chef de station de la CIA dans un pays qu'il n'a pas voulu identifier et qui lui avait donné ce qui semblait être une histoire exclusive. Le chef de station a déclaré que le Parti communiste local, qui avait jusque-là suivi une ligne pacifique dans sa quête du pouvoir, avait une réserve de 400 fusils fournis par des partisans extérieurs.

Le correspondant a appris que cette histoire était sans fondement

Le correspondant, incapable de vérifier l'information, décida de l'utiliser de manière plutôt hésitante, dans un article sur la situation générale du pays. Plus tard, il découvrit que les documents de la CIA étaient sans fondement.

Un autre cas dans lequel la CIA a transmis des informations à un journaliste américain, selon un responsable de l'agence, impliquait C. L. Sulzberger, le chroniqueur des affaires étrangères du New York Times.

Le responsable de la CIA, qui a eu accès par le passé aux dossiers pertinents de l'agence, a déclaré qu'une chronique sur le KGB soviétique parue le 13 septembre 1967 sous le nom de M. Sulzberger dans le Times était, « textuellement », un document d'information que la CIA avait préparé pour M. Sulzberger sur le sujet.

M. Sulzberger a nié avoir jamais « pris un document de la CIA, y avoir mis son nom et l'avoir envoyé au New York Times ».

En plus de ses efforts pour faire connaître l'actualité, la CIA a également tenté à plusieurs reprises d'intervenir directement auprès des médias américains pour façonner la manière dont ils en parlent.

Dans certains cas, les ouvertures de l'agence ont été repoussées, dans d'autres, elles ont été acceptées. Certaines organisations de presse, selon certaines sources, ont même donné à la CIA la possibilité d'intervenir de cette manière sans qu'on leur ait demandé.

Un ancien responsable a rappelé un cas il y a plusieurs années dans lequel le magazine Collier's, aujourd'hui disparu, avait reçu un article d'un correspondant en Extrême-Orient, mentionnant que deux sociétés apparemment privées de la région, Sea Supply à Bangkok et Western Enterprises à Taiwan, étaient les principales filiales opérationnelles de la CIA dans cette partie du monde.

Les rédacteurs de Collier's, a déclaré l'ancien responsable, ont soumis l'article à la CIA pour censure. L'agent de l'agence qui a lu le manuscrit a souligné que les liens de la CIA avec les deux sociétés étaient un secret de polichinelle dans tout l'Extrême-Orient, mais le magazine a quand même supprimé l'article.

Une grande partie des efforts de censure nationale de la CIA semblent avoir porté sur des informations imminentes non pas sur les affaires mondiales mais plutôt sur ses propres opérations.

Dans les mois précédant l'invasion de Cuba en 1961 par les forces en exils entraînées par la CIA à la Baie des Cochons, par exemple, l'agence a réussi à interrompre la publication de plusieurs articles, notamment un article important de David Kraslow, alors au Miami Herald, sur la formation des forces en exil en Floride.

M. Kraslow, aujourd'hui éditeur du Miami News, a déclaré que ses rédacteurs en chef lui avaient demandé de transmettre les détails qu'il avait découverts à Allen W. Dulles, alors directeur de la CIA, et que M. Dulles avait prévenu que leur publication ne serait pas « dans l'intérêt national ». Peu de temps après, la CIA a déplacé la formation de la Floride au Guatemala.

L'agence a dénigré un livre après avoir tenté de le supprimer

Trois ans plus tard, lorsque David Wise et Thomas B. Ross publièrent « Le gouvernement invisible », la première réaction de l'agence fut d'essayer de supprimer le volume.

La CIA envisagea entre autres choses sérieusement de racheter l'intégralité de la première édition du livre pour le soustraire à la vue du public.

Cord Meyer Jr., le responsable de la CIA en charge de nombreuses activités de propagande de l'agence, se rendit chez Random House, l'éditeur du livre, et on lui dit que l'agence était libre d'acheter autant d'exemplaires qu'elle le souhaitait, mais que des exemplaires supplémentaires seraient produits pour la vente publique.

Cette idée fut abandonnée, mais d'anciens responsables de la CIA ont déclaré qu'une campagne de propagande avait été lancée pour encourager les critiques à dénigrer le livre comme étant mal informé et dangereux.

M. Meyer, qui est toujours un haut responsable de la CIA, a refusé de parler de cet épisode ou de tout autre aspect de sa carrière au sein de l'agence.

Ce qu'un ancien haut responsable de l'agence a décrit comme une autre « période de grande crise » pour l'agence se produisit deux ans plus tard, en 1966, lorsque le Washington Post a publié un rapport sur la situation des États-Unis. Le bureau du New York Times a entrepris de produire une série d'articles visant à déterminer si la CIA constituait en fait un « gouvernement invisible ».

Des télégrammes ont été envoyés par les rédacteurs en chef à la plupart des bureaux du Times à l'étranger, demandant aux correspondants de rédiger des mémorandums sur plusieurs aspects des opérations de la CIA dans leurs régions, et l'ancien responsable a rappelé que la consternation au sein de l'agence a été presque immédiate.

La crainte de l'agence que le Times puisse divulguer certains secrets sensibles s'est toutefois apaisée lorsque le journal a soumis les articles avant publication à John A. McCone, qui avait alors pris sa retraite en tant que directeur de la CIA. Selon Tom Wicker, alors chef du bureau du Times à Washington, M. McCone a supprimé certains éléments de la série avant sa parution.

L'enquête du Times a mis au jour une nouvelle occasion où la CIA a interféré avec les reportages du journal. En 1954, Allen Dulles, alors chef de la CIA, déclara à un responsable du Times qu'il ne croyait pas que Sydney Gruson, le correspondant du journal au Mexique, était capable de rendre compte avec objectivité de la révolution imminente au Guatemala.

M. Dulles déclara au Times que son frère, John Foster Dulles, alors secrétaire d'État, partageait ses inquiétudes et il demanda au journal de tenir M. Gruson, que l'agence estimait avoir des tendances « libérales », à l'écart de l'affaire.

Ce n'est que plusieurs années après le renversement du colonel Jacoba Arbenz Guzmán, le dirigeant guatémaltèque de gauche, que l'on apprit que la CIA avait joué un rôle central dans la promotion de la révolution qui avait conduit à sa chute. Certains éléments dans les dossiers de l'agence montrent que la CIA craignait que les reportages de M. Gruson ne laissent présager une découverte prématurée de son rôle.

M. Gruson, aujourd'hui vice-président exécutif du Times, a déclaré dans une interview qu'il avait appris plus tard qu'Arthur Hays Sulzberger, alors éditeur du journal, avait collaboré avec la CIA pour le maintenir à Mexico et loin du Guatemala pendant la révolution, sous prétexte qu'il avait reçu une information selon laquelle les combats pourraient se propager de l'autre côté de la frontière, au Mexique.

Les efforts de propagande de la CIA ne se sont pas tous faits par le biais des médias d'information. Par exemple, certains des milliers de livres publiés par la CIA ou en son nom contiennent de la propagande allant de petites fictions à de véritables tromperies.

L'un de ces livres, selon certaines sources, est « Les documents Penkovskv », publié pour ce que la commission sénatoriale du renseignement a appelé des « raisons opérationnelles » par la CIA. Le livre prétend être un journal tenu par l'agent double soviétique, le colonel Oleg Penkovsky, dans les mois précédant son démasquage par ses supérieurs soviétiques, son procès et son exécution. Dans le livre, le nom du colonel a été transcrit selon le style de la CIA.

Bien que les informations contenues dans le livre soient en grande partie authentiques, des sources ont déclaré qu'elles n'avaient pas été tirées du journal du colonel Penkovsky (qui n'existait pas) mais qu'elles avaient été compilées à partir des dossiers de la CIA par Frank Gibney, alors employé du Tire Chicago Daily News, et Peter Deriabin, un transfuge du KGB employé par la CIA.

« Ce n'était pas un journal », a déclaré un responsable de la CIA, « et c'était une tromperie majeure à cet égard. » Un autre ancien responsable a reconnu que le livre avait été « maquillé » et un troisième a ajouté sèchement : « Les espions ne tiennent pas de journaux. »

Les auteurs ont été aidés à des fins opérationnelles

Joint par téléphone au Japon, M. Gibney a concédé que « le journal en tant que tel n'existait pas ». Il a déclaré avoir pris la plupart des informations directement à partir des rapports d'entretiens de la C.L.A. avec le colonel Penkovsky au cours de ses brèves visites à l'Ouest.

Dans plusieurs autres cas, selon des sources de l'agence, la C.I.A. a aidé des auteurs à rédiger des accroches qui, selon elle, pourraient servir à des fins opérationnelles, même lorsque l'agence n'avait pas de mains pour préparer le manuscrit.

L'un de ces cas, selon des sources, a été la décision de l'agence de coopérer avec John Barron dans ses recherches sur un livre récent sur le K.G.B. soviétique. Cette décision, selon des sources, était une réponse à la publication par le K.G.B. quelques années auparavant d'un petit volume, d'une précision approximative, intitulé « Qui est qui dans la C.I.A. »

Ce livre nommait des dizaines de membres de la C.I.A. La CIA est toujours en colère à cause de la tromperie et de l'identification à grande échelle de son personnel par un service de renseignement hostile.

Le livre de Barron contient un recueil de 35 pages de noms d'officiers du KGB servant sous diverses couvertures dans le monde. M. Barron a déclaré dans une interview que bien qu'il ait reçu « beaucoup d'aide » de la CIA, la liste des noms avait été compilée à partir de diverses sources dans le monde entier.

L'une des campagnes de désinformation les plus intrigantes de la CIA de ces dernières années a été sa tentative de discréditer le mouvement révolutionnaire cubain aux yeux d'autres nations d'Amérique latine en faisant croire qu'il était contrôlé dans une certaine mesure par Moscou.

La stratégie de l'agence, a déclaré un responsable, était de prendre une Allemande de l'Est nommée Tamara Bunke qui avait rejoint la guérilla du major Ernesto Ché Guevara en Bolivie et de la faire passer pour « la communiste la plus grande et la plus intelligente qui ait jamais existé », ainsi qu'une agente du ministère de la Sécurité d'État est-allemand et du KGB soviétique.

Interrogé sur la manière dont l'agence avait diffusé sa fabrication, le responsable a rappelé qu'elle avait fourni « du matériel et des informations » à Daniel James, un auteur américain et ancien rédacteur en chef du New Leader, vivant au Mexique, qui a publié une traduction des journaux boliviens du major Guevara en 1968.

Dans son introduction, M. James a noté que Mlle Bunke, qui avait pris le nom de guerre de Tania et qui est à peine mentionnée dans les journaux, avait néanmoins été identifiée quelques mois plus tôt par « un transfuge est-allemand de bas niveau » comme un agent de l'agence de sécurité est-allemande.

Le portrait d'une femme par la CIA a contribué à faire d'elle une héroïne

M. James n'a fourni aucun élément dans le livre pour étayer son affirmation selon laquelle, pendant son séjour au sein du groupe du major Guevara, Mlle Bunke était « attachée au KGB soviétique ». Il a déclaré dans une interview que c'était sa propre conclusion, bien qu'il ait reconnu avoir parlé à la CIA à propos du livre.

« J'ai obtenu des informations de leur part », a-t-il déclaré. « F a obtenu des informations de beaucoup de gens. » Il a déclaré qu'il connaissait Winston

Scott, à l'époque chef de la station de la CIA à Mexico, et qu'il avait demandé à M. Scott « tout ce qu'ils pouvaient obtenir pour moi ou pour m'aider. »

Il a refusé de dire si l'agence lui avait fourni des informations concernant Miss Bunke.

C'est peut-être en partie à cause du portrait que la CIA a fait de Tania, la femme décédée est devenue une héroïne de la gauche révolutionnaire dans le monde entier. Son pseudonyme a été adopté par Patricia Hearst, l'héritière de San Francisco, après qu'elle ait été kidnappée en 1974 par l'Armée de libération symphonique et qu'elle ait annoncé qu'elle avait décidé de rejoindre le groupe.

En se rappelant cela, le responsable de la CIA a gloussé : « Des retombées nationales », a-t-il déclaré.

Réseau mondial de propagande construit par la CIA

New York Time – 26 Décembre 1977

Article librement disponible en anglais :

<https://www.nytimes.com/1977/12/26/archives/worldwide-propaganda-network-built-by-the-cia-a-worldwide-network.html>

L'article suivant est basé sur un reportage de John M. Crewdson et Joseph B. Treasler. Il a été écrit par M. Crewdson.

Peu de temps après que John Kenneth Galbraith, économiste à Harvard, soit arrivé en Inde en 1961 pour occuper son nouveau poste d'ambassadeur des États-Unis, il a pris connaissance d'un curieux journal politique appelé Quest qui circulait dans le sous-continent asiatique.

« Son niveau de compétence intellectuelle et politique était inférieur à zéro », a rappelé M. Galbraith dans une interview. « On se méfiait de la sophistication politique du National Enquirer. »

Bien qu'il s'agisse d'une publication en langue anglaise, « elle n'était qu'une approximation de l'anglais », a-t-il déclaré. « Les dommages politiques qu'elle a causés n'étaient rien comparés aux dommages littéraires. »

Le nouvel ambassadeur a alors découvert que Quest était publié avec des fonds de la CIA. Sur ses ordres, la CIA a fermé le journal.

Bien que peut-être moins connu que la plupart des autres, Quest était l'une des dizaines de publications en anglais et en langues étrangères à travers le monde qui ont été détenues, subventionnées ou influencées d'une manière ou d'une autre par la CIA au cours des trois dernières décennies.

Bien que la CIA ait employé des dizaines de journalistes américains travaillant à l'étranger, une enquête de trois mois menée par une équipe de reporters et de chercheurs du New York Times a déterminé que, à quelques exceptions notables près, ils n'étaient pas utilisés par l'agence pour faire avancer sa campagne de propagande mondiale. Dans ses efforts persistants pour influencer l'opinion mondiale, la CIA a pu faire appel à un sénat et à un réseau bien plus étendu de journaux, services de presse, magazines, maisons d'édition, stations de radio et autres entités sur lesquelles elle a eu à divers moments un certain contrôle.

Il y a dix ans, lorsque l'empire des communications de l'agence était à son apogée, il comprenait plus de 800 organisations et individus de presse et d'information publique. Selon un responsable de la CIA, leur importance variait « de Radio Free Europe à un type de troisième ordre à Quite qui pouvait obtenir quelque chose dans le journal local ».

Bien que le réseau soit connu officiellement sous le nom de « Propaganda Assets Inventory », pour ceux qui étaient au sein de la CIA, il était « Wisner's Wurlitzerser.». Frank G. Wisner, aujourd'hui décédé, fut le premier chef de l'état-major des opérations secrètes de l'agence.

Like the Mighty Wurlitzer (* comme le puissant Wurlitzer)

En appuyant sur un bouton, ou du moins c'est ce que pensait M. Wisner Hiked, le « Wurlitzer » est devenu le moyen d'orchestrer, dans presque toutes les langues du monde, n'importe quel air que la CIA souhaitait entendre.

Une grande partie du Wurlitzer est aujourd'hui démantelée. Les révélations de 1967 sur certains liens financiers de la CIA avec des organisations universitaires, culturelles et éditoriales ont entraîné des coupes budgétaires, et des révélations plus récentes sur l'emploi par l'agence de journalistes américains et étrangers ont conduit à une rupture progressive des relations avec de nombreuses personnes et organisations de presse à l'étranger.

Un réseau plus restreint de journalistes étrangers subsiste, et certains agents de la CIA infiltrés peuvent encore parcourir le monde, déguisés en correspondants de revues commerciales obscures ou de bulletins d'information économiques.

L'opération de propagande de la CIA a d'abord été dirigée par Tom Braden, qui est aujourd'hui chroniqueur, et a été dirigée pendant de nombreuses années par Cord Meyer Jr., un leader populaire du campus de Yale avant de rejoindre la CIA.

M. Braden a déclaré dans une interview qu'il n'avait jamais vraiment été sûr que « quelqu'un était en charge » de l'opération et que « Frank Wisner s'en était en quelque sorte occupé de lui-même ». M. Meyer a refusé de parler de l'opération.

Cependant, plusieurs autres anciens agents de la CIA ont déclaré que, bien que l'agence se méfie de dire à ses agents journalistes américains ce qu'ils doivent écrire, elle n'hésite jamais à manipuler la production de ses « agents » basés à l'étranger. Parmi ceux-ci figuraient un certain nombre de publications en langue anglaise lues régulièrement par des correspondants américains à l'étranger et par des journalistes et des rédacteurs en chef aux États-Unis.

La plupart des anciens agents ont déclaré qu'ils étaient inquiets mais impuissants à éviter le « contrecoup » potentiel que pourrait représenter la CIA. La propagande filtrée par ces actifs, dont certains étaient délibérément trompeurs ou carrément faux, pouvait être captée par des journalistes américains à l'étranger et incluse dans leurs dépêches destinées à leurs publications dans leur pays.

Le fil conducteur qui reliait la CIA à ses actifs de propagande était l'argent, et l'argent permettait souvent d'acquérir un certain contrôle éditorial, souvent un contrôle total. Dans certains cas, la CIA créait simplement un journal ou un service d'information et payait les factures par l'intermédiaire d'une société fictive. Dans d'autres cas, directement ou indirectement, l'agence fournissait des capitaux à un entrepreneur ou apparaissait au bon moment pour renflouer une organisation en difficulté financière.

« Cela leur donnait quelque chose à faire », a déclaré un agent de la CIA. « C'est la vieille histoire de la loi de Parkinson, une question de personnes ayant trop de temps libre et trop d'argent inutilisé. Il y avait beaucoup de gens qui étaient sous-employés. »

Selon un responsable de l'agence, la CIA préférait, dans la mesure du possible, investir son argent dans une organisation existante plutôt que d'en fonder une elle-même. « Si une entreprise est en activité », a déclaré le responsable, « c'est une meilleure couverture. L'important est d'avoir un éditeur ou quelqu'un d'autre qui soit réceptif à votre texte.

Aide aux revues après la guerre

La CIA, qui a évolué à partir du Bureau des services stratégiques de la Seconde Guerre mondiale, s'est impliquée dans le domaine des communications de masse dans les premières années d'après-guerre, lorsque les responsables de l'agence ont commencé à craindre que des publications influentes dans une Europe ravagée ne succombent à la tentation de l'argent communiste. Parmi les organisations subventionnées au cours de ces premières années, selon une source de la CIA, figurait le journal français Paris Match.

Aucune personne associée à Paris Match à cette époque n'a pu être contactée pour commenter.

Se rappelant les inquiétudes de ces premiers jours, un ancien membre de la CIA a déclaré qu'il n'y avait « pratiquement aucun journal de gauche en Europe qui n'était pas financé directement par Moscou ». Il a poursuivi : « Nous savions quand le courrier arrivait, nous savions combien d'argent il apportait. »

L'une des premières grandes entreprises de la CIA fut la radiodiffusion. Bien que cela ait été longtemps suspecté, il a été rapporté de manière définitive il y a seulement quelques années que jusqu'en 1971, l'agence soutenait à la fois Radio Free Europe, qui continue, grâce à un financement privé, à diffuser vers les nations d'Europe de l'Est, et Radio Liberty, qui diffuse vers l'Union soviétique elle-même.

La participation de la CIA à ces opérations a été dissimulée à la vue du public par deux groupes de façade, le Free Europe Committee et le American Committee for Liberation, tous deux également engagés dans une variété d'opérations de propagande moins connues.

Le Comité américain pour la libération finançait un groupe basé à Munich, l'Institut pour l'étude de l'URSS, une maison d'édition et de recherche qui, entre autres choses, compile l'ouvrage de référence largement utilisé « Qui est qui en URSS ». Le Comité pour l'Europe libre publiait le magazine East Europe, distribué dans ce pays ainsi qu'à l'étranger, et exploitait également le Free Europe Press Service.

Beaucoup plus obscures étaient deux autres entreprises de radiodiffusion de la CIA, Radio Free Asia et une opération plutôt ténue connue sous le nom de Free Cuba Radio. Free Cuba Radio, créée au début des années 1960, n'émettait pas à partir de ses propres émetteurs mais achetait du temps d'antenne à un certain nombre de stations de radio commerciales en Floride et en Louisiane.

Ses émissions de propagande contre le gouvernement du Premier ministre Fidel Castro étaient diffusées sur les stations de radio WMIE et WGBS à Miami, WKWF à Key West et WWL à la Nouvelle-Orléans. Elles complétaient d'autres émissions de la CIA sur une station à ondes courtes, WRUL, avec des bureaux à New York City et Radio Swan, sur une petite île des Caraïbes.

Les directions de ces stations ont largement changé, et il n'a pas été possible d'établir si l'une d'entre elles était au courant de la provenance des fonds qui

ont financé les programmes. Mais des sources dans la communauté cubaine de Miami ont déclaré qu'il était généralement connu à l'époque que des fonds provenant d'une agence fédérale étaient impliqués.

Un ancien fonctionnaire de la CIA a déclaré qu'une des raisons de la création du réseau de radio Free Cuba était de disposer de périodes d'antenne disponibles à l'avance au cas où Radio Swan, censée être le principal lien de communication pour l'invasion de la Baie des Cochons, serait détruite par des saboteurs.

La couverture de Radio Swan était suffisamment mince pour justifier une telle inquiétude. La station Powertul, dont les émissions pouvaient être entendues dans une grande partie de l'hémisphère occidental, était exploitée par une compagnie de bateaux à vapeur de New York qui n'avait pas possédé de bateau à vapeur depuis un certain temps.

Radio Swan était également assiégée par des annonceurs potentiels désireux de profiter de son signal fort et clair. Après avoir refusé des clients pendant des mois, la CIA a décidé de ne pas diffuser de messages. La CIA a finalement été contrainte d'accepter quelques contrats pour préserver la couverture que Radio Swan avait laissée.

Radio Free Asia a commencé à émettre vers la Chine continentale en 1951 à partir d'un ensemble élaboré d'émetteurs à Manille. C'était une branche du Comité pour une Asie libre, et la CIA pensait que c'était le début d'une opération en Extrême-Orient qui rivaliserait avec Radio Free Europe et Radio Liberty.

Le Comité pour une Asie libre, selon d'anciens responsables de la CIA, a été fondé comme homologue oriental du Comité pour une Europe libre. Il a ensuite changé de nom pour devenir la Fondation Asie. Elle existe toujours, bien que ses liens avec la CIA aient été rompus il y a dix ans.

La Fondation Asie a été dirigée pendant des années par feu Robert Blum, qui, selon plusieurs sources, a démissionné de la CIA pour en prendre la relève. La fondation a fourni une couverture à au moins un agent de la CIA et a mené diverses entreprises liées aux médias, notamment un programme, lancé en 1955, de sélection et de paiement des frais de journalistes asiatiques pour une année d'études dans le prestigieux programme de bourses Neiman de Harvard.

Le pont aérien d'urgence échoue

Ce n'est qu'après la mise en service des émetteurs de Radio Free Asia que la CIA s'est rendu compte, selon des sources proches du dossier, qu'il n'y avait quasiment aucun récepteur radio entre les mains de particuliers en Chine continentale. Un plan d'urgence a été élaboré.

Des ballons, transportant de petites radios réglées sur la fréquence de Radio Free Asia, ont été lancés vers le continent depuis l'île de Taiwan, où les nationalistes chinois s'étaient réfugiés après la prise de contrôle du continent par les communistes en 1949. Le plan a été abandonné lorsque les ballons ont été ramenés à Taiwan par le détroit de Formose.

Radio Free Asia a cessé ses émissions en 1955.

L'implication de la CIA dans le domaine de l'édition s'est étendue dans le monde entier et a concerné une grande variété de périodiques, certains d'entre eux obscurs et beaucoup d'entre eux aujourd'hui disparus. Dans certains cas, selon les sources, il n'y a eu aucun effort pour façonner la politique éditoriale malgré des subventions importantes, mais dans d'autres cas, la politique était

pratiquement dictée.

L'une des opérations de la CIA dans ce pays consistait à subventionner plusieurs publications dont les rédacteurs et éditeurs avaient fui La Havane pour Miami après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Castro en 1959. Les subventions, qui s'élevaient dans certains cas à plusieurs millions de dollars, étaient versées aux publications par l'intermédiaire d'une société écran de la CIA à New York appelée Foreign Publications Inc.

Parmi les douze bénéficiaires de ces subventions, on compte Avance, El Mundo, El Prensa Libre, Bohemia et El Diario de las Americas. En outre, la CIA aurait financé AIP, une agence de presse radiophonique de Miami qui produisait des programmes envoyés gratuitement à plus de 100 petites stations d'Amérique centrale et d'Amérique latine.

La CIA avait initialement prévu de distribuer clandestinement à Cuba des exemplaires des publications subventionnées, mais ce projet a été abandonné après que les exilés cubains qui avaient accepté de les emporter par bateau aient refusé dans les dernières minutes d'approcher des côtes cubaines.

Les subventions ont néanmoins continué et les publications ont été largement lues dans la communauté cubaine de Miami et, dans le cas de Bohemia, un hebdomadaire qui a reçu plus de 3 millions de dollars au total, dans toute l'Amérique latine également.

L'agence de renseignement a soutenu à une époque L'Encounter, le journal britannique, mais des sources de l'agence ont déclaré que le Congrès pour la liberté culturelle, le groupe basé à Paris par lequel la CIA a fait transiter les fonds, a également soutenu un certain nombre d'autres publications, dont beaucoup ont aujourd'hui cessé leurs activités.

Les liens avec l'agence ont été coupés

Le congrès, fondé en 1950 en réponse à une conférence d'écrivains soviétiques organisée cette année-là à Berlin, a depuis coupé ses liens avec l'agence américaine, s'est reconstitué et a changé de nom. Mais pendant les années où il était un canal de la CIA, il a fourni un soutien financier au magazine français Preuves, à Forum en Autriche, à Der Monat en Allemagne de l'Ouest, à El Mundo Nuevo en Amérique latine et, en Inde, aux publications Thought et Quest.

Aux États-Unis, le magazine Atlas, un condensé de la presse mondiale, a parfois fait appel à des traducteurs employés par la CIA.

African Forum et Africa Report ont été publiés avec l'argent de la CIA transmis à l'American Society of African Culture et à l'African-American Institute. À Stockholm, la publication Argumenten a reçu des fonds de la CIA par un canal si complexe que même son rédacteur en chef ignorait la provenance de l'argent. Il en a été de même pour Combate, un bimestriel latino-américain.

À Nairobi, au Kenya, la CIA créa le East African Legal Digest, moins comme un organe de propagande que comme une couverture pour l'un de ses agents. Aux États-Unis, l'Asia Foundation publia un journal, The Asian Student, qui fut distribué aux étudiants d'Extrême-Orient qui fréquentaient les universités américaines.

À Saigon, le Vietnam Council on Foreign Relations, calqué sur la version américaine et entièrement financé par la CIA, publia un magazine soigné et coûteux qui fut distribué pendant la guerre du Vietnam dans les bureaux de tous

les sénateurs et représentants à Washington.

Parmi les relations les plus inhabituelles de la CIA, il y avait celle qu'elle entretenait avec un groupe de Princeton, dans le New Jersey, appelé le Research Council. Le conseil, fondé par Hadley Cantril, l'ancien président du département de psychologie de l'université de Princeton, et son associé, Lloyd Free, tirait presque tous ses revenus de la CIA au cours de la décennie où il était actif.

« Ils étaient considérés comme un atout parce que nous leur payions beaucoup d'argent », a déclaré un ancien membre de la CIA M. Free a confirmé que lui et le Dr Cantril, un pionnier reconnu des sondages d'opinion publique, avaient « en quelque sorte dirigé » le conseil pour la CIA.

Les activités du conseil, a déclaré M. Free, consistaient en de vastes enquêtes d'opinion publique menées dans d'autres pays sur des questions intéressant la CIA. Certaines, a-t-il dit, ont été menées en Europe de l'Est, dans le bloc soviétique.

Les gouvernements de ces pays, a déclaré M. Free, « ne savaient rien de la CIA ». Apparemment, Rutgers University Press ne le savait pas non plus, qui a publié certains des résultats dans un ouvrage de 1967 intitulé « Pattern of Human Concerns ».

Entreprises d'édition de livres

Les liens entre la CIA et Frederick Praeger, l'éditeur du livre, ont déjà été évoqués dans le passé. Mais Praeger n'était qu'une des nombreuses maisons d'édition, dont certaines sont parmi les plus importantes du secteur, qui ont imprimé ou distribué plus de 1 000 volumes produits ou subventionnés d'une manière ou d'une autre par l'agence au cours des trois dernières décennies.

Certaines maisons d'édition n'étaient rien d'autre que des « propriétaires » de la CIA. Parmi celles-ci figuraient Allied Pacific Printing, de Bombay, en Inde, et l'Asia Research Centre, l'une des nombreuses entreprises d'édition de l'agence à Hong Kong, qui a été décrite par une source de l'agence comme « rien d'autre qu'une paire de transitaires ».

D'autres éditeurs légitimes ont reçu des fonds de la CIA. Selon des responsables anciens et actuels de l'agence, les éditeurs Franklin Books, une maison d'édition new-yorkaise spécialisée dans la traduction d'ouvrages universitaires, et Walker & Co., propriété conjointe de Samuel Sloan Waiker Jr., ancien vice-président du Free Europe Committee, et de Samuel W. Meek, un cadre retraité de l'agence de publicité J. Walter Thompson et un homme proche de la CIA, ont reçu des subventions.

Un porte-parole de Franklin a confirmé que l'éditeur avait reçu des subventions de la Fondation Asie et « d'une autre petite fondation pour un projet africain, toutes deux révélées en 1967 comme étant soutenues par la CIA ». Le porte-parole a ajouté : « Franklin n'était pas au courant de ce soutien à l'époque. »

M. Walker a déclaré par l'intermédiaire d'une secrétaire que son entreprise n'avait jamais « imprimé de livres au nom de la CIA ni publié de livre provenant d'une source qui ne méritait pas d'être publié en raison de ses mérites ».

D'autres maisons d'édition ont publié des livres pour lesquels la CIA avait fait don de fonds. Parmi les autres publications qui avaient contribué à la rédaction de ces ouvrages, on trouve Charles Scribner's Sons, qui publia en 1951 « The Yen-an Way », d'Eudocio Ravines, d'après une traduction fournie par William F.

Buckley Jr., qui fut agent de la CIA pendant plusieurs années au début des années 1950. Toujours en 1951, G. P. Putnam's Sons publia « Life and Death in Soviet Russia », de Valentin Gonzalez, le célèbre « El Campesino » de la guerre civile espagnole.

Selon les responsables des deux maisons d'édition, Putnam et Scribner's n'étaient au courant d'aucune implication de l'agence dans ces livres, tout comme Doubleday & Company, qui publia en 1965, sous le titre « The Penkovskiy Papers », ce qui était censé être un journal tenu par le colonel Oleg Penkovsky, l'agent double soviétique. Le livre utilisait même le style de la CIA dans la translittération du nom du colonel.

Ils n'étaient pas non plus au courant de l'existence de la C.I.L.A. Le lien était Ballantine Books, qui a publié un modeste volume sur la Finlande, « Study in Sisu », écrit par Austin Goodrich, un agent infiltré de la CIA qui a posé pendant des années en Scandinavie comme un auteur indépendant effectuant des recherches pour un livre sur la Finlande.

La paternité d'auteur utilisée comme couverture

Un autre agent de la CIA qui a utilisé la couverture d'un auteur indépendant pour rechercher un livre est Edward S. Hunter, qui a parcouru l'Asie centrale pendant des années pour recueillir des documents pour un ouvrage sur l'Afghanistan qui a finalement été publié par la prestigieuse maison d'édition londonienne Hodder & Stoughton.

D'autres agents de la CIA ont travaillé à l'étranger tout en écrivant des livres, notamment Lee White, un employé de la division du Moyen-Orient qui a écrit une biographie du général Mohammed Neguib d'Égypte, et Peter Matthiessen, l'écrivain et naturaliste qui a commencé à travailler sur un roman, « Partisans », alors qu'il était pour la CIA à Paris de 1951 à 1953, où il a également aidé George Plimpton à fonder la Paris Review.

Comme dans le cas de M. Hunter, M. White et M. Matthiessen n'ont utilisé leur carrière d'auteur que comme couverture pour leurs activités de renseignement. Il n'existe aucune preuve que la CIA ait tenté de contrôler ce qu'ils écrivaient ou qu'elle ait tenté, par l'intermédiaire de M. Matthiessen, d'influencer la Paris Review.

Plusieurs des publications de la CIA ont été bien accueillies par la critique et quelques-unes ont été des succès commerciaux. Selon un rapport de la commission sénatoriale du renseignement, « au moins une fois », une critique de livre pour un livre de l'agence paru dans le New York Times a été écrite par un écrivain de la CIA « sous contrat » avec l'agence.

Le rapport n'identifie pas le livre ni le critique, mais il s'agirait d'un livre intitulé Escape from Red China, l'histoire d'un transfuge de Chine publiée par Coward, McCann et Geoghegan. Jack Geoghegan, président de la société, a déclaré qu'il n'avait jamais su que le livre avait été préparé pour publication par la CIA.

Le livre a été critiqué par le Times le dimanche 11 novembre 1962 par Richard L. Walker, qui est aujourd'hui directeur de l'Institut d'études internationales de l'Université de Caroline du Sud et rédige régulièrement des critiques de livres pour le journal. Le professeur Walker a déclaré lors d'un entretien téléphonique qu'il avait été sous contrat avec la CIA en tant que consultant et conférencier avant et après la parution de l'article, mais pas au moment où il l'a écrit. Il

a également déclaré qu'il ne savait pas que le livre avait été produit par la CIA.

Un autre livre à succès qui, selon des sources du renseignement, a été publié en 1962 avec l'aide de la CIA est "On the Tiger's Back" d'Aderogba Ajao, un Nigérian qui avait étudié dans une université est-allemande et qui est rentré chez lui pour écrire sur sa désillusion.

Une connexion yougoslave

L'organisation Praeger, qui fut achetée par l'Encyclopaedia Britannica en 1966, commença à s'impliquer auprès de la CIA en 1957 lorsqu'elle publia « The New Class », un ouvrage phare de Milovan Djilas, un fonctionnaire désillusionné du gouvernement yougoslave qui écrivit abondamment sur son rejet personnel du communisme.

M. Djilas, qui était devenu une source d'embarras pour son gouvernement avant la publication de l'ouvrage, eut du mal à faire sortir la dernière partie du manuscrit de Yougoslavie.

M. Praeger dit qu'il avait fait appel à un ami du gouvernement américain (mais pas de la CIA) pour l'aider à obtenir les dernières pages. Le manuscrit fut finalement transporté de Belgrade à Vienne par Edgar Clark, alors correspondant du magazine Time, et sa femme, Katherine.

M. Clark dit que ni lui ni sa femme n'avaient jamais eu quoi que ce soit à voir avec la CIA. Mais le manuscrit finit par arriver entre les mains d'un agent de la CIA nommé Arthur Macy Cox. M. Cox, qui a ensuite travaillé sous la couverture de Praeger à Genève, a lancé un effort de l'agence pour que le livre soit traduit dans plusieurs langues et distribué dans le monde entier.

« C'était mon premier contact avec la CIA », a déclaré M. Praeger, mais il a ajouté qu'à l'époque, il n'avait « aucune idée qu'il existait même une CIA ».

M. Praeger a déclaré qu'il avait ensuite publié 20 à 25 volumes dans lesquels la CIA avait eu un intérêt, soit dans la rédaction, la publication elle-même ou la distribution après publication.

L'implication de l'agence, a-t-il déclaré, aurait pu se manifester de diverses manières, en lui remboursant directement les frais de publication ou en garantissant, peut-être par le biais d'une fondation quelconque, l'achat d'un nombre suffisant d'exemplaires pour que la publication en vaille la peine.

Parmi les livres de Praeger sur lesquels la CIA a joué un rôle, on trouve « La Fourmilière », un ouvrage sur la Chine de l'écrivaine française Suzanne Labin, et deux livres sur l'Union soviétique de Günther Nollau, membre des services de sécurité ouest-allemands et chef de ces derniers. M. Nollau n'a été identifié dans une critique du New York Times que comme « un avocat ouest-allemand qui a fui l'Allemagne de l'Est il y a quelques années ».

Des dizaines de journaux, services de presse et autres organisations en langue étrangère ont été financés et gérés par la CIA, dont deux des plus importants auraient été DENA, l'agence de presse ouest-allemande, et Agencia Orbe Latino Americano, l'agence de presse latino-américaine.

Les journaux de la CIA

En outre, la CIA avait investi massivement dans plusieurs organes de presse anglophones. Interrogé sur les raisons pour lesquelles l'agence avait eu une préférence pour ces derniers, un ancien haut responsable de l'agence a expliqué qu'il était moins difficile de dissimuler la propriété de publications qui avaient des raisons apparentes d'appartenir à un Américain et plus facile de placer des agents américains dans ces publications en tant que reporters et rédacteurs en chef.

Le Rome Daily American, dont la CIA était en partie propriétaire de 1946 à 1964, date à laquelle il fut acheté par Samuel W. Meek, un cadre de J. Walter Thompson, était l'un des seuls journaux « privés » de langue anglaise de l'agence.

Il y avait, disait-on, de tels « propriétaires » dans d'autres capitales, notamment à Athènes et à Rangoon. Ils jouaient généralement un double rôle, fournissant une couverture aux agents de renseignement et en même temps publiant la propagande de l'agence.

Mais la propriété des journaux par la CIA était généralement considérée comme coûteuse et difficile à dissimuler, et toutes ces relations auraient désormais pris fin.

Le Rome Daily American a été repris par la CIA, disait-on, pour l'empêcher de tomber entre les mains des communistes italiens. Mais l'agence s'est finalement lassée d'essayer de « maintenir la fiction selon laquelle le journal était une propriété privée » et, dès que la menace perçue des communistes fut passée, l'a cédé à M. Meek.

Même après la disparition de l'agence, Le journal a été vendu, mais il a été géré pendant plusieurs années par Robert H. Cunningham, un agent de la CIA qui avait démissionné de l'agence et avait été réembauché comme employé contractuel.

Un ancien responsable de la CIA a déclaré que l'agence avait laissé passer une opportunité d'acheter un autre journal de langue anglaise, The Brussels Times, qui était dirigé par un homme de la CIA mais n'avait aucun autre lien avec l'agence. Le responsable a déclaré que l'agence avait répondu à l'offre en disant qu'il était « plus facile d'acheter un journaliste, ce que nous avons fait, que d'acheter un journal ».

En plus des journaux « propriétaires » de la CIA à Athènes, Rangvon et Rome, des sources de l'agence ont déclaré qu'elle avait également investi dans The Okinawa Morning Star, utilisé plus à des fins de couverture que de propagande ; The Manila Times et The Bangkok World, tous deux aujourd'hui disparus, et The Tokyo Evening News dans les jours précédant son achat par Asahi, l'organisation d'édition.

« Nous avons au moins un journal dans chaque capitale étrangère à un moment donné », a déclaré un homme de la CIA, et ceux que l'agence ne possédait pas directement ou ne subventionnait pas massivement, elle les infiltrait avec des agents rémunérés ou des officiers d'état-major qui pouvaient faire publier des articles qui étaient utiles à l'agence et ne pas publier ceux qu'elle trouvait préjudiciables.

Agents placés dans les équipes

À Santiago du Chili, le South Pacific Mail, bien qu'apparemment n'ait jamais appartenu à la CIA, a servi de couverture à deux agents : David A. Phillips, qui

est devenu par la suite chef de la division de l'hémisphère occidental de la CIA, et David C. Hellver, qui a démissionné de son poste de rédacteur en chef pour l'Amérique latine au sein de l'organisation de presse Copley pour rejoindre la CIA.

Parmi les autres journaux dans lesquels la CIA aurait placé des agents au fil des ans, on peut citer The Guyana Chronicle, The Haïti Sun, The Japan Times, The Nation of Rangoon, The Caracas Daily Journal et The Bangkok Post.

Et avant la révolution de 1959, The Times of Havana, propriété d'un ancien membre de la CIA, a contribué à la « couverture » de M. Phillips en l'engageant comme chroniqueur.

La CIA aurait eu des agents au sein de plusieurs services de presse étrangers, dont LATIN, une agence latino-américaine gérée par l'agence de presse britannique Reuters, et l'organisation Ritzhaus en Scandinavie.

Bien qu'il y ait eu des agents de la CIA dans les bureaux étrangers de l'Associated Press et de United Press International, la CIA n'en aurait eu aucun chez Reuters car cette agence est britannique et donc une cible potentielle du Secret Intelligence Service britannique.

Mais des sources proches de la situation ont déclaré que la CIA « empruntait » occasionnellement des « actifs » britanniques au sein de Reuters dans le but d'y insérer des articles de presse. Interrogé sur l'affirmation très médiatisée de William E. Colby, l'ancien directeur de la CIA, selon laquelle l'agence n'a jamais « manipulé » Reuters, un responsable a répondu qu'il « ne s'agissait pas de manipulation, car Reuters savait » que les articles étaient distillés par la CIA et que certains étaient faux.

Desmond Manerly, le rédacteur en chef de Reuters pour l'Amérique du Nord, a déclaré que ces accusations étaient « du passé pour nous ». Il a noté que le directeur général de Reuters, Gerald Long, avait demandé des preuves de telles manipulations mais qu'aucune n'avait été fournie.

Un certain nombre d'agences de presse appartenaient à la CIA ou étaient largement financées par elle. L'une d'elles, le Foreign News Service, publiait des articles rédigés par un groupe de journalistes exilés des pays d'Europe de l'Est. Au début des années 1960, les articles étaient vendus à pas moins de 300 journaux du monde entier, dont le New York Times, le Christian Science Monitor et le New York Herald Tribune.

Boleslaw Wierzbianski, ancien ministre polonais de l'Information et ancien directeur du service de presse, a déclaré qu'à sa connaissance, la seule implication de la CIA était financière et que l'agence n'avait jamais essayé de contrôler la production du service ou de l'utiliser comme couverture.

Accréditations de presse fournies

En revanche, le Continental Press Service, dont le siège se trouvait à Washington et qui était dirigé par un agent de la CIA nommé Fred Zusy, était une véritable propriété de la CIA. L'une de ses principales fonctions était de fournir des cartes de presse plastifiées d'aspect officiel aux agents de l'agence qui avaient un besoin urgent de couverture.

Le service de presse d'Éditeurs était un service d'information établi avec des clients dans toute l'Amérique latine lorsque, selon deux anciens responsables de la CIA et une troisième source autorisée, il est devenu un canal de diffusion de

la propagande inspirée par l'agence. Un ancien agent de la CIA a déclaré que le service, qui appartenait à l'époque à Joshua B. Powers Sr., était un moyen de diffusion de ce qu'il appelait « des histoires clichées, des articles d'actualité préparés par l'agence ou pour l'agence ».

M. Powers a reconnu avoir été pendant des années un ami proche du regretté colonel J. C. King, longtemps chef de la division de l'hémisphère occidental de l'agence ; qu'il avait servi comme agent de la fondation Henry Clay financée par la CIA et que c'était lui qui avait acheté le South Pacific Mail à David A. Phillips et en était propriétaire au milieu des années 1960, lorsque David Hellyer l'utilisait comme couverture.

M. Powers ne se souvient cependant que d'un seul lien entre Editors Press et la CIA. Il a déclaré qu'au milieu des années 1960, il avait utilisé des fonds de la CIA pour financer les voyages en Amérique latine de l'un de ses écrivains, Guillermo Martinez Marquez, rédacteur en chef exilé d'un journal cubain. M. Marquez a déclaré qu'il n'avait jamais su que l'argent qu'il avait reçu de M. Powers provenait de la CIA.

Le service d'information le plus largement diffusé de la CIA était probablement Forum World Features, fondé en 1958 en tant que société du Delaware, Forum Information Service, avec des bureaux à Londres. Forum était apparemment détenu pendant une grande partie de son existence par John Hay Whitney, l'éditeur du New York Herald Tribune, qui a cessé de paraître en 1966. Selon plusieurs sources de la CIA, M. Whitney était « au courant » du véritable rôle de l'agence.

Une secrétaire de M. Whitney a déclaré qu'il était trop malade pour répondre aux questions sur son implication avec Forum.

Brian Crozier, le journaliste britannique conservateur qui, selon les responsables, avait été un employé contractuel de l'agence, et Robert G. Gately étaient également au courant du rôle de la CIA. M. Gately, directeur exécutif de Forum au début des années 1960, était un homme de carrière de la CIA qui a ensuite occupé des postes de couverture pour Newsweek, en tant que directeur commercial pour l'Extrême-Orient et pour Asia Magazine à Tokyo.

Les dirigeants de Newsweek, comme ceux de presque toutes les grandes organisations de collecte d'informations qui auraient été impliquées avec la CIA, ont déclaré que même s'ils étaient certains qu'aucun des employés actuels n'avait de liens avec l'agence, il n'y avait aucun moyen d'être certain que de tels liens n'existaient pas dans le passé.

Des journaux américains parmi les clients

Bien que la CIA ait affirmé n'avoir jamais tenté de placer directement sa propagande dans la presse américaine, Forum World Features comptait à une époque 30 journaux américains parmi ses clients, dont le Washington Post, et a essayé, sans succès, de vendre ses articles au New York Times.

La vente d'articles du Forum au Washington Post et à d'autres journaux américains, a déclaré un responsable de la CIA, "nous a mis dans un sacré dilemme". Ces ventes, a-t-il poursuivi, étaient considérées comme nécessaires pour préserver la couverture de l'organisation, et elles ont donné lieu à un effort continu et quelque peu frénétique pour s'assurer que les clients nationaux ne recevaient que des informations légitimes.

Une autre grande organisation de presse étrangère que les responsables de la CIA ont dit avoir subventionnée était Vision, le magazine hebdomadaire d'information distribué dans toute l'Europe et en Amérique latine. Cependant, aucune des personnes associées à la fondation de Vision ou à sa direction au fil des ans n'a déclaré avoir jamais eu la moindre indication que la CIA avait investi de l'argent dans le magazine.

C.I.A. Établi de nombreux liens avec des journalistes aux États-Unis et à l'étranger

New York Time - 27 Décembre 1977

Article librement disponible en anglais :

<https://www.nytimes.com/1977/12/27/archives/cia-established-many-links-to-journalists-in-us-and-abroad-cias.html>

Les nombreux liens de la CIA avec les journalistes différaient largement en degré et en valeur

L'article suivant a été écrit par John M. Crewdson et est basé sur ses propres reportages et de Joseph B. Treaster.

Il y a quelques années, un jour, un correspondant d'un grand journal du Midwest, arrivant à Belgrade, fut invité par des collègues à rencontrer le « pigiste » local de son journal.

Sachant que son journal n'employait personne à Belgrade, du moins le pensait-il, le correspondant monta les escaliers de l'hôtel du pigiste, et aperçut l'homme qui descendait en courant un autre escalier sur son chemin en criant, pour prendre un avion pour Prague.

Le correspondant fut perplexe, mais dit avoir appris plus tard que l'homme était un agent de la CIA, qui avait fui pour protéger sa « couverture », et qu'il avait obtenu ses accréditations de presse directement auprès de l'éditeur du journal.

Lui et l'éditeur avaient convenu de garder l'affaire secrète, n'ayant apparemment jamais anticipé que l'un des correspondants légitimes du journal puisse surgir à l'improviste.

Ce cas n'était qu'un des dizaines de cas découverts au cours d'une enquête de trois mois menée par le New York Times sur les trois décennies d'implication de la CIA dans l'industrie des communications aux États-Unis et à l'étranger, Le Times a vérifié les noms de 200 personnes et organisations que diverses sources ont identifiées comme ayant des liens possibles avec les services de renseignements.

Près de 20 correspondants ont été identifiés, déclarant avoir refusé des offres d'emploi de l'agence.

Mais le Times a également obtenu les noms de plus de 20 journalistes américains qui ont travaillé depuis la Seconde Guerre mondiale comme agents de renseignement rémunérés, dans la plupart des cas pour la CIA, et d'au moins une douzaine d'autres reporters américains qui, bien que non rémunérés, étaient comptés par la CIA parmi ses « actifs » opérationnels.

En outre, au moins 12 agents de la CIA à plein temps ont travaillé à l'étranger au cours des 30 dernières années en se faisant passer pour des employés

d'agences de presse américaines.

Sur les plus de 70 personnes identifiées par le Times comme entrant dans l'une de ces catégories, plusieurs sont mortes et une vingtaine n'a pu être localisée. Mais un certain nombre d'autres ont confirmé leur implication et plusieurs ont parlé librement de leurs expériences, bien que presque tous aient demandé que leur nom ne soit pas cité.

« Je veux vivre ici dans un pays que j'aime sans avoir à craindre qu'une bombe ne s'abatte sur ma fenêtre », a déclaré un homme, ancien correspondant d'ABC News qui a travaillé pour la CIA dans les années 1950.

À ABC, William Sheehan, vice-président senior, a déclaré que la chaîne était « satisfaite qu'aucun membre de notre personnel n'ait un tel double rôle ».

Tous les interviewés, comme un homme qui avait été pigiste pour Time à Rome, ont insisté sur le fait qu'ils avaient pu, bien que dans certains cas au prix d'un sacrifice psychologique, maintenir une séparation entre leur travail de renseignement et leur carrière de journaliste.

Aucun n'a déclaré que la CIA les avait jamais encouragés à orienter leurs dépêches pour servir ses objectifs ou à se compromettre de quelque autre manière que ce soit sur le plan journalistique.

Certains ont exprimé la crainte que la publicité leur coûte leur emploi ou rende leur futur emploi plus difficile. La CIA n'a pris aucune disposition financière pour atténuer le choc de la séparation lorsqu'elle a mis fin à ses relations avec le dernier de ses agents reporters l'année dernière, et l'un d'eux, jusqu'à récemment reporter de CBS en Europe, emballe des colis dans un grand magasin de Floride.

Le climat de la guerre froide

Plusieurs journalistes et responsables de la CIA interrogés ont souligné qu'au plus fort de la guerre froide, il était acceptable de coopérer avec l'agence d'une manière que la CIA et la communauté journalistique jugent aujourd'hui inappropriée.

« La chose à faire était de coopérer », a déclaré un officier de renseignement à la retraite. « Je suppose que cela semble étrange en 1977. Mais la coopération ne semblait pas étrange à l'époque. »

Plus tôt ce mois-ci, la CIA a rendu public un nouveau décret interdisant, sauf avec l'approbation explicite du directeur de la CIA, toute relation opérationnelle rémunérée ou non avec des journalistes d'organismes de presse américains à grand tirage.

La relation de longue date de l'agence avec les journalistes américains a été portée à l'attention du public pour la première fois en 1973, lorsque William E. Colby, alors directeur de la CIA, a fourni aux journalistes de Washington certains détails sur le contexte.

Le Washington Star a fait état de cette pratique, ce qui a conduit à des enquêtes menées par deux commissions du Congrès. L'un des comités, le House Select Committee on Intelligence, tiendra des audiences sur le sujet à partir d'aujourd'hui, et son homologue du Sénat envisage également une enquête publique.

La question a été renouvelée il y a trois mois lorsque Carl Bernstein, journaliste d'investigation indépendant, a écrit dans le magazine Rolling Stone que quelque 400 journalistes américains avaient « secrètement effectué des missions » pour la CIA depuis la fondation de l'agence en 1947, dans de nombreux

cas avec la connaissance et l'approbation de hauts responsables de l'information.

Toutefois, tous les responsables passés et présents de la CIA qui ont été interrogés dans le cadre de l'enquête du Times ont été unanimes à affirmer que le nombre de journalistes qui ont été payés par la CIA était, comme l'a dit un ancien responsable, « assez modeste ».

« Si vous examinez une histoire de 25 ans, vous pourriez arriver à des totaux de 40 ou 50 personnes », a déclaré l'ancien responsable. D'autres estiment que ce nombre pourrait atteindre 100.

Depuis cette période, des milliers de correspondants d'agences de presse américaines ont travaillé à l'étranger.

Plusieurs anciens agents de renseignement ont souligné que la CIA elle-même ne sait pas précisément, et ne pourra probablement jamais savoir, combien de journalistes américains ont été rémunérés par elle au fil des ans. Les dossiers de l'agence sont largement dispersés et incomplets, disent-ils, et certaines des dispositions prises à l'étranger n'ont peut-être jamais été enregistrées au siège de la CIA.

Un effet retardé

Alors que l'attention sur les tentatives passées de la CIA d'utiliser la presse dans ses efforts de propagande s'est renouvelée ces derniers mois, des correspondants à l'étranger ont rapporté que les soupçons accrus parmi les citoyens d'autres pays ont rendu la collecte d'informations plus difficile.

Un sondage réalisé par le Times auprès de ses propres correspondants étrangers a rappelé à plusieurs reprises que dans certaines parties du monde, les journalistes américains, comme ceux de la plupart des autres pays, ont toujours été soupçonnés de servir d'agents de renseignement à titre accessoire.

Mais un correspondant a télégraphié depuis l'Inde qu'« une pratique assez nouvelle chez certains d'entre nous consiste à éviter les contacts publics avec des personnes connues de la CIA ». De tels contacts, a-t-il écrit, « ne peuvent que confirmer les soupçons ».

Au total, l'enquête de trois mois menée par le Times a révélé qu'au moins 22 organisations de presse américaines avaient employé, parfois seulement de manière occasionnelle, des journalistes américains qui travaillaient également pour la CIA. Dans quelques cas, les organisations étaient au courant des liens avec la CIA, mais la plupart d'entre elles ne semblent pas l'avoir été.

Ces organisations, qui comptent parmi les plus influentes du pays, mais aussi parmi les plus obscures, comprennent les magazines ABC et CBS News, Time, Life et Newsweek, le New York Times, le New York Herald Tribune, l'Associated Press et United Press International.

Ont également été inclus la chaîne de journaux Scripps-Howard, le Christian Science Monitor, le Wall Street Journal, le Louisville Courier Journal et Fodor's, un éditeur de guides de voyage.

Parmi les organisations moins connues, on trouve le College Press Service, Business International, la McLendon Broadcastines Organization, Film Daily et un journal clandestin aujourd'hui disparu publié à Washington, le Quicksilver Times.

Edward VW. Estlow, président de Scripps-Howard, a déclaré que même si certains correspondants de l'organisation avaient peut-être eu de telles relations « à l'époque, nous avons passé notre organisation au peigne fin il y a environ cinq

ans » et n'avons pu en trouver aucune à ce moment-là.

Pour la plupart, selon les responsables passés et présents de la CIA, les journalistes qui travaillaient pour l'agence étaient un mélange de pigistes et de journalistes indépendants, avec quelques correspondants permanents.

Les pigistes et les journalistes indépendants, ont déclaré les responsables, n'étaient pas soumis aux horaires exigeants des principaux correspondants étrangers des grandes organisations de collecte d'informations et étaient également plus susceptibles d'avoir besoin de l'argent supplémentaire que ce service procurait.

Un ancien haut fonctionnaire a déclaré qu'il avait toujours préféré les reporters « laborieux » à la réputation anti-américaine, des hommes « qui ne trouvaient pas assez de satisfaction dans leur travail » plutôt que ceux qui recherchaient des récompenses pécuniaires. « Je ne cherchais pas des mercenaires », a-t-il déclaré.

En général, le salaire n'était pas élevé. Plusieurs anciens chefs de station ont déclaré qu'un pigiste local qui effectuait des tâches occasionnelles pouvait être payé un peu moins de 50 dollars par mois. Pour d'autres personnes plus engagées, la somme pouvait atteindre quelques centaines de dollars.

Lorsqu'il s'agissait de couvertures, l'argent passait par les services financiers des agences de presse, mais dans la plupart des cas, l'agence préférait payer ses agents par le biais de comptes dans de grandes banques new-yorkaises.

Les journalistes des grandes publications susceptibles d'avoir un meilleur accès aux responsables étrangers et à des contacts locaux plus larges se voyaient parfois offrir des sommes égales à leur salaire habituel. Cependant, Wayne Phillips, alors journaliste au Times à New York au début des années 1950, a déclaré que la CIA lui avait offert 5 000 dollars par an s'il acceptait de travailler pour eux à l'étranger.

Un autre homme, correspondant du magazine Time au Brésil, a déclaré qu'une somme similaire lui avait été offerte à peu près à la même époque. Keyes Beech, correspondant de longue date en Extrême-Orient du Chicago Daily News, a déclaré que la CIA lui avait offert 12 000 dollars par an « pour faire des enquêtes et transmettre des messages » lors de ses tournées en Asie.

M. Beech et le correspondant du Time ont déclaré avoir décliné les offres de la CIA et que l'accord avec M. Phillips avait échoué en raison de complications.

Dans presque toutes les organisations où des employeurs ont été reconnus coupables d'avoir aidé la CIA, les dirigeants ont déclaré, dans certains cas après avoir mené des enquêtes internes, qu'ils n'avaient aucune connaissance des relations passées entre leurs correspondants et la CIA.

Eugene Fodor a reconnu dans une interview qu'il avait permis à des agents de la CIA de « se couvrir » à l'étranger en travaillant comme reporters pour sa série de guides de voyage. « Ils étaient tous très professionnels et de grande qualité », a-t-il déclaré à propos des agents. « Nous n'avons jamais laissé la politique s'immiscer dans nos livres. »

Elliott Haynes, dont le père est cofondateur de Business International, un service d'information commerciale très respecté, a également reconnu l'existence de liens avec la CIA. Il a déclaré que son père, Eldridge Haynes, avait fourni une couverture à quatre employés de la CIA dans différents pays entre 1955 et 1960.

Employeur non informé

Dans de nombreux cas, selon les sources, les responsables de la direction ignoraient qu'ils avaient hébergé des agents ou des officiers de la CIA dans leur personnel, et plusieurs anciens responsables de l'agence ont déclaré que dans les cas où un journaliste en activité était recruté comme agent, il n'était pas nécessaire que ses supérieurs soient informés.

Lorsqu'il a ajouté un journaliste américain à sa liste d'agents, un ancien responsable a déclaré : « Je n'ai pas demandé dans quelle mesure son employeur était au courant de cette activité. »

Selon les sources, la plupart des reporters-agents ont été invités à signer des accords s'engageant à garder secrètes toutes les informations confidentielles qui leur parviendraient. Mais les accords liaient également la CIA à un engagement de confidentialité, et l'ancien responsable a déclaré que la plupart des reporters « le voulaient pour leur propre protection ».

Ce n'est que dans les cas où une « couverture » était fournie par un organisme de presse à un agent légitime de la CIA, ont déclaré les responsables, que la direction de l'organisation était certaine d'être au courant de l'arrangement.

Dans un certain nombre de cas, les emplois qu'ils fournissaient ne concernaient pas la couverture de l'actualité, mais des fonctions annexes telles que la publicité, la diffusion et la distribution. Par exemple, pendant une période de huit ans dans les années 1950, trois directeurs commerciaux du bureau de Newsweek à Tokyo rendaient des comptes à la CIA.

Edward Kosner, le rédacteur en chef de Newsweek, a déclaré que la politique du magazine « depuis que je suis ici, c'est que les employés de Newsweek travaillent pour Newsweek et seulement pour Newsweek ». Mais il a ajouté : « Je ne peux pas vraiment remonter dans le passé ».

Mais des emplois de correspondants ont également été fournis et, dans certains cas, la CIA est allée jusqu'à rembourser à l'agence de presse les frais supplémentaires qu'elle avait engagés. « Nous pourrions contribuer financièrement à la construction ou à l'agrandissement d'un bureau », a déclaré un ancien membre de la CIA.

Même à l'époque, selon plusieurs sources, il était peu probable que les principaux responsables de l'information soient appelés à régler les détails, même si la plupart des directeurs de la CIA, en particulier Richard Helms et feu Allen Dulles, ont été des amis proches des directeurs généraux de certaines des organisations de presse les plus influentes du pays.

Keeping a « Lofty » Plane

Lorsque ces hommes se rencontraient, comme c'était souvent le cas, c'était généralement sur ce qu'un responsable de la CIA a appelé un « plan élevé » (*a « Lofty » Plane). « Ils passaient en revue le monde », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il n'avait jamais entendu parler du recrutement de reporters ou de la fourniture d'une couverture, « et à plusieurs reprises, j'étais là pour boire du cognac et fumer des cigares ».

M. Dulles est mort, M. Helms, joint à sa résidence de Washington, a déclaré : « J'ai décidé que je ne parlerai plus jamais de cela », M. Colby a toujours refusé de commenter en détail.

Mais John A. McCone, qui fut directeur de la CIA de 1961 à 1965, a confirmé les impressions d'autres responsables de l'agence sur l'absence d'implication de

haut niveau.

Dans une interview à son domicile de Seattle, M. McCone a déclaré : « En ce qui concerne les discussions de importantes avec Time ou Newsweek, le Washington Post ou le New York Times, disant : « Écoutez, nous avons besoin d'un pigiste au Brésil et nous aimerions qu'il soit sous la couverture de Newsweek », il n'y a rien eu de tel, à ma connaissance. »

M. McCone a déclaré qu'il n'y avait pas eu non plus de discussions importantes dont il ait eu connaissance concernant l'emploi à temps partiel par la CIA d'un journaliste américain à l'étranger.

« Je pense que s'il y avait des relations formelles avec les députés », a déclaré M. McCone, « elles devraient être renouvelées. Je ne dirais pas qu'un éditeur responsable dirait : « J'ai un accord avec Allen Dulles et il va sans dire que j'ai la même chose avec John McCone. »

A la question de savoir si quelqu'un était venu le voir après avoir pris la relève de M. Dulles pour renouveler un tel accord, M. McCone a répondu : « Personne. »

Les principaux points de vente les plus utilisés

L'étude du Times a montré que la CIA s'appuyait davantage sur ses liens avec Time, Newsweek, CBS News et le Times lui-même que sur ses contacts avec d'autres organes de presse.

Plusieurs sources ont déclaré que rien dans les dossiers remis par la CIA au Comité sénatorial spécial sur le renseignement l'année dernière n'indiquait que des hommes comme Henry Luce, le fondateur de Time Inc. ou Arthur Hays Sulzberger, éditeur du New York Times pendant de nombreuses années, n'aient jamais été sollicités ou n'aient jamais donné leur accord personnel pour de tels arrangements.

Le Times a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne pouvait trouver aucune trace de tels arrangements avec aucun membre de son personnel qui en aurait eu connaissance.

Edward S. Hunter, un retraité de la CIA qui était correspondant de Newsweek à Hong Kong à la fin des années 1940, a déclaré qu'il pensait que seul Harry Kern, alors rédacteur en chef du magazine pour les affaires étrangères, et non Malcolm Muir, le fondateur du magazine, avait eu connaissance de ses liens avec les services de renseignement.

M. Kern a déclaré que s'il avait jamais eu connaissance de telles relations, il ne s'en souvenait pas. M. Muir a déclaré qu'il n'avait jamais su que les « gars de Newsweek » avaient reçu de l'argent de la CIA.

La situation concernant William S. Paley, le président de CBS Inc. est moins claire. Sig Mickelson, ancien président de CBS News, a déclaré qu'il était dans le bureau de M. Paley il y a quelques années lorsque deux représentants de la CIA ont reconnu qu'Austin Goodrich, le correspondant de la chaîne à Stockholm, travaillait pour la CIA.

CBS a déclaré dans un communiqué que M. Paley ne se souvenait pas de cette réunion, bien qu'il se souvienne d'une réunion avec M. Mickelson et quelqu'un de la CIA pour discuter de « l'obtention d'accréditations de presse pour un agent de la CIA affecté à un domaine d'intérêt clé pour l'agence, mais d'intérêt mineur pour CBS News ».

« Personne actuellement à CBS », a déclaré le communiqué, « ne sait si ces accréditations ont effectivement été obtenues ».

Lorsque de tels accords étaient conclus, a déclaré un responsable de l'agence, ils étaient généralement élaborés « au niveau de la direction intermédiaire » au sein de la CIA et des agences de presse concernées, mais même dans ce cas, de manière presque informelle.

Aucun contrat contraignant

« Ce n'était pas formel, il n'y avait pas de contrat, rien qui puisse être transféré », a déclaré le responsable. « C'était simplement un accord. Il y avait parfois des réunions pour discuter. Mais cela n'a jamais abouti à une quelconque forme d'accord formel. »

Le responsable n'a pas voulu identifier les cadres intermédiaires de l'information qui ont participé à la conclusion de ces accords, dont certains seraient toujours actifs dans le secteur de l'information.

Un agent de la CIA qui travaillait pour un journal américain, Robert Campbell, a obtenu un emploi de journaliste il y a plusieurs années au Courier-Journal à Louisville, dans le Kentucky. La CIA avait prévu, a déclaré un responsable, de donner à M. Campbell une certaine expérience du journalisme avant de l'envoyer à l'étranger sous couverture journalistique, mais en raison de complications, il n'est jamais allé à l'étranger. Les cadres du Courier Journal ont déclaré qu'ils n'ont su qu'après la démission de M. Campbell qu'il avait travaillé pour la CIA.

Un responsable de la CIA a déclaré que la chaîne de journaux Ridder, qui fait désormais partie de l'organisation Knight-Ridder, avait accepté de prendre part à un accord similaire, tout comme le Copley News Service basé à San Diego.

B. H. Ridder Jr., vice-président de Knight-Ridder et président de Ridder Publications, a déclaré : « Si de tels services ont été rendus, ils ne l'auraient été qu'à la demande du gouvernement. Je ne suis pas libre de discuter de ces questions, franchement. »

Copley a déclaré qu'aucun de ses cadres n'avait connaissance de tels accords avec la CIA et qu'aucune des sources interrogées n'a pu fournir les noms des correspondants de Copley qui auraient été simultanément payés par la CIA.

Une ancienne correspondante de Copley se souvient cependant qu'au fil des ans, lors d'événements importants en Amérique latine, elle se retrouvait parfois entourée d'une demi-douzaine d'étrangers portant les lettres de créance de Copley. Lorsqu'elle s'est renseignée auprès des rédacteurs en chef à San Diego, elle a déclaré qu'on lui répondait invariablement qu'elle était la seule correspondante de Copley sur place.

Les agents de la CIA travaillant sous couverture journalistique ne sont pas à l'abri des pressions souvent considérables auxquelles sont confrontés leurs collègues qui se font passer pour des hommes d'affaires américains à l'étranger ou qui travaillent sous une autre couverture « non officielle ».

Une attention égale doit être accordée aux deux carrières. « La couverture journalistique ne tient pas longtemps », a déclaré un ancien agent de la CIA, « les journalistes locaux repéreront un imposteur, à moins qu'il ne soit prêt à passer 99,9 % de son temps à travailler en toute honnêteté. "Il ne fait aucun travail de qualité, auquel cas il ne nous est pratiquement d'aucune utilité".

Un exemple de ce genre est celui de Robert G. Gately, un agent de la CIA qui a accepté un emploi à la fin des années 1950 comme directeur commercial de Newsweek pour l'Extrême-Orient à Tokyo. Lorsque son travail pour le magazine a commencé à en souffrir, il n'a pas pu parler à ses supérieurs immédiats des autres questions qui l'occupaient et a donc perdu son emploi.

Il a fini par travailler au bureau de Tokyo d'Asia Magazine, un supplément de

journal régional publié à Hong Kong, pour ensuite perdre son emploi également en raison de ses mauvaises performances.

Joint à son domicile dans la banlieue de Washington, M. Gately a refusé de répondre à la moindre question sur son ancien emploi.

Un signe du manque général de connaissances des dirigeants de l'information sur les liens de l'industrie avec la CIA est l'étonnement enregistré dans les bureaux new-yorkais du Times il y a quelques années lorsque le correspondant du journal en Allemagne a mentionné dans une lettre que Henry Pleasants, un pigiste qui rédigeait des critiques musicales pour le journal, était également chef de la station de la CIA à Bonn. Après la révélation de l'affaire, le Times a mis fin à son travail pour le journal.

La même absence de connaissance au plus haut niveau semble avoir été observée dans d'autres organisations de presse. Plusieurs rédacteurs en chef proches du défunt Henry Luce, par exemple, ont déclaré qu'il ne leur avait jamais donné la moindre indication, s'il l'avait su, que l'un des journalistes du magazine Time était payé par la CIA.

James Linen, éditeur du Time pendant 11 ans, a déclaré que même s'il n'avait jamais su avec certitude si l'un de ses correspondants travaillait pour la CIA, « j'ai toujours supposé que certains d'entre eux devaient l'être ». Mais il a déclaré n'avoir jamais pris de mesures pour le savoir.

Assurance pour certains

Plusieurs grands médias ont demandé à la CIA des informations sur les liens que leurs employés auraient pu avoir avec l'agence, et dans certains cas, des contrats d'assurances partielles ont été fournies.

Par exemple, Benjamin Bradlee, rédacteur en chef du Washington Post, a déclaré que son journal avait été informé par la CIA que les archives remontant à 1965 ne révélaient aucun lien avec ses correspondants, mais que la politique de l'agence était de « ne rien communiquer sur les pigistes ».

Même les responsables de l'information qui entretenaient des relations de travail étroites avec la CIA dans ce pays ne savaient peut-être pas lesquels de leurs correspondants à l'étranger travaillaient pour l'agence.

Joseph G. Harrison, rédacteur en chef de longue date de la rubrique étrangère du Christian Science Monitor, a déclaré qu'il avait été « heureux de coopérer » avec la CIA, dans les années 1950, en fournissant à l'agence des lettres et des mémorandums de correspondants contenant des informations de fond qui ne figuraient pas dans leurs dépêches, et en lui confiant occasionnellement un sujet pour lequel la CIA avait manifesté son intérêt.

Mais M. Harrison a déclaré qu'il n'avait jamais su que l'un de ses reporters en Extrême-Orient était également un conseiller politique de la CIA auprès du chef d'État asiatique sur lequel il écrivait.

Tous les journalistes américains ayant des liens avec les services secrets n'étaient pas payés par la CIA. L'un d'eux, Panos Morphos, correspondant de guerre pour Newsweek en Europe centrale, était un agent de l'Office of Strategic Services, le prédécesseur de la CIA pendant la Seconde Guerre mondiale.

D'autres, selon des responsables de la CIA, étaient considérés comme des agents rémunérés de services de renseignements étrangers, certains amicaux et d'autres non. L'un d'eux, correspondant du magazine Time en Europe de l'Est, travaillait pour un service de renseignements du bloc soviétique. Mais un ancien rédacteur en chef de Time a déclaré que le magazine avait eu connaissance de ce lien et « considérait cela comme une sorte de double bonus ».

Au moins un autre journaliste aurait pu être un agent double. Edward K. Thompson, ancien rédacteur en chef du magazine Life, a déclaré qu'un responsable des services de renseignements américains lui avait dit en 1960 que l'un des collaborateurs du magazine travaillait simultanément pour la CIA et un service de renseignements étranger hostile. Il a déclaré que Life n'a plus jamais employé cet homme.

Plusieurs anciens responsables de la CIA ont parlé d'une « petite pagaille » (*minor "flap"), terme utilisé par l'agence pour désigner une situation compromettante, qui aurait eu lieu au milieu des années 1950 au Moyen-Orient lorsque la direction d'une importante agence de presse américaine a découvert que l'un de ses correspondants travaillait secrètement pour l'agence.

Pratique en déclin

Aucune directive officielle n'a été émise au sein de l'agence à ce moment-là ou plus tard, exigeant l'approbation de la direction pour les affaires ultérieures. Mais l'agence a commencé à moins faire appel à des reporters pour des organisations de presse importantes, en partie parce que l'approbation du siège de la CIA est devenue plus difficile à obtenir et en partie parce que, comme l'a dit un ancien fonctionnaire, « on pensait qu'ils vous refuseraient et que leurs patrons ne vous laisseraient pas faire ».

De plus, a déclaré l'ancien fonctionnaire, pour profiter des contacts locaux des principaux correspondants dans une capitale étrangère, « tout ce que vous aviez à faire était d'aller aux cocktails auxquels ils vous invitaient ».

En conséquence, l'agence a commencé à se concentrer sur le recrutement des plus grandes organisations de presse au profit des moins importantes. À Tokyo, où le bureau de Newsweek à lui seul comptait au moins quatre employés de la CIA dans les années 1950, un homme de la CIA nommé Glenn Ireton a été envoyé au milieu des années 1960 comme correspondant pour Film Daily.

M. Ireton est mort et Film Daily a fait faillite.

Selon des sources de l'agence, avant de pouvoir proposer un emploi à un journaliste américain, les enquêteurs de la CIA aux États-Unis devaient vérifier discrètement les antécédents du journaliste pour déceler tout signe indiquant qu'il ou elle pourrait constituer un risque pour la sécurité.

Un responsable de l'agence a reconnu que les enquêtes étaient menées à l'insu des sujets, mais a expliqué que, selon les règlements de la CIA, « chaque fois que vous aviez une quelconque relation avec une personne, vous deviez le vérifier ».

Dans la plupart des cas, les enquêtes se résumaient à une formalité, mais un ancien chef de station se souvient qu'un couple marié vivant à Mexico, tous deux correspondants distingués qu'il avait considérés comme des candidats de choix pour le recrutement, n'avait pas réussi la vérification des antécédents en raison de prétendues associations politique de gauche.

Un ancien chef de station de la CIA a expliqué les raisons pour lesquelles il avait contacté un correspondant local, qu'il a décrit comme « le type qui sait où se trouvent tous les squelettes, quelle est la véritable histoire sur un tel ou un tel. Le chef de station, un nouveau, prend rendez-vous avec lui. Ils discutent. L'agent de l'agence a des informations qui le mettent en valeur. Si ces rencontres ne se révèlent pas fructueuses pour l'agent de l'agence, elles prendront fin. Il incombe donc au journaliste de les rendre utiles. »

Bien qu'ils ne soient pas qualifiés d'agents de la CIA, ces correspondants étaient souvent considérés comme des « atouts » de la station locale de la CIA

et répertoriés comme tels dans les dossiers de l'agence.

Les relations entre les journalistes et la CIA n'étaient pas toutes financières et n'étaient pas toutes nouées à l'étranger. De nombreux correspondants ayant passé leur carrière à Washington ont développé des liens étroits avec de hauts responsables de la CIA.

Charles J. V. Murphy, alors rédacteur pour le Reader's Digest, fut sollicité par Allen Dulles après que ce dernier eut quitté la CIA en 1961 pour l'aider à préparer ses mémoires, et il se vit effectivement attribuer un bureau au siège de l'agence. Les mémoires ne parurent jamais et M. Murphy perdit son bureau peu de temps après qu'il fut découvert par John McCone, le successeur de M. Dulles.

Liaisons New-Yorkaises

Plusieurs grandes organisations de presse américaines étaient elles-mêmes considérées comme des actifs, bien que dans un sens différent. À New York, où la plupart des grandes organisations de publication et de radiodiffusion ont leur siège, un homme du bureau de la CIA à Manhattan était chargé de la liaison avec plusieurs entreprises de publications.

L'homme, qui est toujours en service actif et a demandé que son nom ne soit pas divulgué, était un visiteur fréquent du magazine Life, où il regardait des photographies inédites prises par le bataillon mondial de photographes du magazine.

Il était également connu pour être un compagnon de déjeuner fréquent des rédacteurs en chef du New York Times, où son intérêt principal semblait être de savoir quels correspondants allaient bientôt rentrer aux États-Unis en congé et pourraient être disponibles pour un débriefing.

Jusqu'à il y a quelques années, il était pratiquement courant que les correspondants américains rentrant chez eux ou se préparant à partir à l'étranger passent du temps avec les experts de la CIA pour échanger sur les régions du monde qui les concernent, et cette pratique se poursuit, bien que moins largement que par le passé.

D'après d'anciens responsables de l'agence, ces reporters étaient souvent invités à rester attentifs à certains éléments d'information intéressant pour la CIA lorsqu'ils arrivaient dans leurs postes à l'étranger, et beaucoup d'entre eux coopéraient.

À un autre niveau encore, la CIA payait parfois les frais d'un correspondant qui acceptait d'entreprendre de telles tâches, en particulier s'il se rendait dans une région où l'agence n'était pas bien représentée.

« Si un gars allait en Irak », a déclaré un ancien officier, « la CIA lui disait : "Est-ce que tu resteras quelques jours de plus si nous payons tes frais ?" » Il a ajouté que beaucoup l'ont fait.

Un haut responsable de la CIA a déclaré qu'un journaliste qui avait accepté de l'argent pour voyager était Hal Hendrix, qui en tant que reporter pour The Miami News a remporté un prix Pulitzer pour ses articles sur la crise des missiles cubains de 1962.

M. Hendrix a déclaré dans une interview qu'il n'avait jamais eu autre chose qu'une « relation journalistique normale » avec la CIA et qu'il n'avait jamais accepté d'argent de l'agence pour quelque raison que ce soit.

M. Hendrix, a déclaré le responsable, était considéré comme un atout par l'agence, et une partie de la confusion sur le nombre de journalistes ayant eu des relations avec la CIA par le passé peut être attribuée à la distinction,

claire pour ceux qui sont à l'intérieur de l'agence mais pas pour beaucoup en dehors, entre les deux.

« L'essence d'un agent », a déclaré un responsable, « est qu'il est sous un certain degré de contrôle et qu'il exécute des missions parce que vous le payez pour le faire. » Un « atout », d'un autre côté, peut être toute personne que la CIA trouve utile comme source d'information ou de toute autre manière.

Courses pour l'agence

Selon un responsable de la CIA, Kennett Love, ancien correspondant du New York Times au Moyen-Orient, avait une relation de coopération avec la CIA qui, bien que jamais payée, lui permettait de « faire des courses ».

Contacté à son domicile en Californie, M. Love a déclaré que peu de temps après le renversement du Premier ministre iranien Muḥammad Muṣaddiq en 1953, il avait aidé la CIA à distribuer des copies d'une déclaration désignant Ardeshir Zahedi comme successeur de M. Muṣaddiq. Mais M. Love a déclaré qu'il ne savait pas à l'époque que Joseph C. Goodwin, le responsable américain qui lui avait demandé de l'aide, avait été un agent de la CIA et qu'il n'avait jamais rien fait d'autre pour la CIA.

Un autre journaliste qui aurait été un « atout » était Jules DuBois, le défunt correspondant latino-américain du Chicago Tribune, décrit par un ancien responsable comme « bien connu et favorable » de l'agence bien qu'il n'ait jamais été rémunéré par celle-ci.

Lorsque Harold G. Philby, l'agent double britannique, vivait à Beyrouth dans les années précédant sa défection en Union soviétique, la CIA, dont les soupçons étaient éveillés mais non confirmés, surveillait attentivement ses mouvements.

Plusieurs Américains à Beyrouth ont été engagés pour aider, ont déclaré des responsables, notamment Sam Pope Brewer, alors correspondant du New York Times qui, selon un récit faisant autorité, avait été agent du Bureau des services stratégiques alors qu'il était journaliste au Chicago Tribune pendant la Seconde Guerre mondiale.

« On nous a tous dit de garder un œil sur Philby, et Sam était l'un d'entre nous », a déclaré un ancien responsable de la CIA, M. Brewer est décédé l'année dernière.

Pendant plusieurs années dans les années 1950 et 1960, d'anciens responsables de l'agence ont déclaré que la CIA accordait une grande importance au nombre d'agents « recrutés » par chaque agent de la CIA travaillant à l'étranger. En conséquence, a déclaré l'un d'eux, un certain nombre de personnes ont été répertoriées comme des agents « qui ne savaient même pas qu'ils avaient été recrutés ».

Dans de tels cas, a déclaré le responsable, un individu peut ne pas se rendre compte que ce qu'il considère comme une relation sociale avec un agent de la CIA est pris beaucoup plus au sérieux par l'agence.

Plusieurs employés de longue date de la CIA ont exprimé un scepticisme considérable quant à la valeur d'un journaliste américain en tant qu'agent de renseignement, en particulier en Afrique, en Asie ou au Moyen-Orient, où il aurait plus de chances de se faire remarquer.

« Si vous êtes sérieusement intéressé par l'espionnage », a déclaré un ancien chef de station, « vous ne courez pas avec des types qui passent quelques semaines à Jakarta. Tout ce qu'ils veulent faire, c'est vous demander votre avis. Je les traiterais comme la peste, que peut faire pour vous un journaliste américain au visage blanc, de toute façon ? »

Mais d'autres ne sont pas d'accord. Dans un cas, un retraité de la CIA a rappelé qu'un correspondant « pouvait faire des choses pour moi. C'était marginal, ce n'était pas clandestin. Il posait des questions, fouinait. Il n'y avait pas d'argent, pas de subversion. Mais il pouvait faire ces choses. »

Une fois qu'un journaliste s'était inscrit, la CIA lui fournissait une formation sur le « métier » de l'espionnage, l'utilisation de l'écriture secrète, la manière de mener une surveillance ou d'organiser des réunions clandestines, etc.

Formation variée

La formation, a déclaré un autre ancien chef de station, était "adaptée à chaque cas" et pouvait durer "une journée, parfois une semaine, parfois plus".

"En aucun cas", a-t-il ajouté, "nous n'avons essayé de faire des gens des médias de vrais espions. Cela ne paie pas de leur donner tout le cours."

Loin de se rapprocher des aventures de James Bond, les missions confiées aux journalistes consistaient le plus souvent à rédiger des versions plus longues et plus détaillées des dépêches qu'ils avaient déposées auprès de leurs organes de presse.

Il n'est pas rare que les rapports à la CIA soient agrémentés de commérages et d'insinuations non imprimables qui pourraient être utiles à l'agence pour obtenir un avantage auprès d'une personnalité politique étrangère "dont la femme était jalouse de tel ministre", comme l'a dit un ancien agent de la CIA.

Un autre ancien officier a déclaré que souvent un journaliste serait « extrêmement précieux pour toute opération de collecte de renseignements. Il peut se déplacer en ville. Il peut ouvrir une boîte postale, il peut ouvrir une maison sécurisée, il sait comment obtenir un téléphone dans un endroit où cela prend parfois trois ans.

La valeur de ces individus, a déclaré l'homme, était davantage "un atout de soutien, pas nécessairement quelqu'un que vous souhaitez utiliser comme espion".

Il y a cependant eu des cas où les journalistes américains ont eu une valeur considérable en tant qu'agents du renseignement, en particulier en Europe, "Il pouvait parler avec des gens que la station et l'ambassade ne pouvaient pas atteindre", a déclaré un agent de la CIA. "Il pouvait identifier et parler avec les Soviétiques, pouvait voyager dans des endroits où nous ne pouvions pas aller". Un exemple cité par l'agent de la CIA : l'Union soviétique. "Il était considéré par beaucoup qu'il était trop risqué d'avoir des hommes sous couverture là-bas", a-t-il déclaré. "La seule personne que nous avons là-bas pendant des années était un économiste."

Dans des cas plus rares, il y en a eu au moins deux à plusieurs années d'intervalle à Hong Kong et à Beyrouth - la CIA a tenté, avec succès dans un cas, d'utiliser des reporters américains pour la mission délicate d'agir comme intermédiaire auprès d'un membre d'un service de renseignement étranger qui voulait faire défection aux États-Unis, une tâche délicate habituellement réservée à des professionnels qualifiés.

Au moins une fois, l'agence a même utilisé un journaliste américain dans une tentative infructueuse d'inciter un autre journaliste à "faire défection". Il persuada Edward Hymoff, alors correspondant de l'International News Service, d'offrir 100 000 dollars à Wilfred Burchett, le journaliste australien qui avait noué des relations étroites avec des communistes nord-coréens.

M. Hymoff avait dit qu'il s'était disputé avec des fonctionnaires de la CIA, que M. Burchett ne pouvait pas être convaincu, et cela s'est avéré être le cas.

D'autres reporters américains ont également rappelé avoir effectué des missions pour la CIA. Cela, disaient-ils, leur paraissait quelque peu idiot à l'époque.

Flatterie de la C.I.A.

Noel Busch, un journaliste du magazine Time en Extrême-Orient, a déclaré que l'agence lui avait demandé au milieu des années 1950 d'interviewer un homme politique asiatique avec un profil approfondi.

M. Busch a déclaré avoir dit à l'agence que l'homme n'était pas suffisamment important pour que Time ou tout autre magazine puisse s'intéresser à une telle histoire, mais il a déclaré que la CIA avait accepté de lui payer 2 000 dollars pour l'article si personne d'autre ne le voulait.

Personne d'autre ne l'a fait, et M. Busch a déclaré qu'il a appris plus tard que la CIA avait simplement voulu « flatter ce type en le contactant par un correspondant américain ». Il a déclaré avoir quitté Time peu de temps après pour rejoindre la Fondation Asie.

Peut-être plus typique était l'agent de la CIA, un pigiste du Time dans une capitale asiatique éloignée, qui avait pour mission de « circuler dans la société locale et de rapporter ce qu'elle entendait ». L'agent a finalement été renvoyé après plusieurs années faute de ne rien avoir d'intéressant à signaler.

Les dirigeants de plusieurs organisations de presse ont souligné qu'il leur était beaucoup plus difficile d'exercer un contrôle sur les activités de leurs reporters à temps partiel, ou « stringers », que sur celles de leurs correspondants permanents.

Fred Taylor, rédacteur en chef du Wall Street Journal, a déclaré que l'un de ses pigistes européens avait été employé par la CIA il y a dix ans et qu'il n'en avait jamais eu connaissance, et qu'il ne pouvait ni le confirmer ni le nier aujourd'hui. « Qui sait ce que manigançaient les pigistes ? », a-t-il déclaré.

Ce travail n'était cependant pas dénué d'aspects graves, voire dangereux. Darriel Berrigan, pigiste du New York Times à Bangkok et agent de la CIA pendant de nombreuses années, a été assassiné dans des circonstances mystérieuses en 1966.

Certains responsables du renseignement pensent que les nouvelles réglementations plus strictes de la CIA régissant les relations avec les journalistes américains ne seront que transitoires, une réponse pragmatique à la controverse actuelle sur les relations passées de l'agence avec la presse.

« Le pendule va osciller », a déclaré un homme qui a occupé un poste important à la CIA pendant de nombreuses années, « et un jour nous recruterons à nouveau des journalistes ».

« Quand ce jour viendra, » a-t-il ajouté avec assurance, « je n'aurai aucun problème à recruter. J'en vois beaucoup et je sais qu'ils sont prêts à être cueillis ».